

**Les Innovations des décrets-lois
du 24 Mai 1938
en matière de Chèques
et leurs Conséquences économiques**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 9 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

André-Louis DUFORT

Président : M. PERCEROU, Professeur.

Suffragants

MM. CASSIN, Professeur.

HAMEL, Professeur.

LIBRAIRIE
du
RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot -- PARIS - V°

1938

**Les innovations des décrets-lois du 24 mai 1938
en matière de chèques
et leurs conséquences économiques**

**Les Innovations des décrets-lois
du 24 Mai 1938
en matière de Chèques
et leurs Conséquences économiques**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 9 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

André-Louis DUFORT

Président : M. PERCEROU, Professeur.

Suffragants

} MM. CASSIN, Professeur.

HAMEL, Professeur.

LIBRAIRIE
du
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot -- PARIS - V^e

1938

La Faculté n'entend donner aucune
approbation ni improbation aux opi-
nions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs



LES INNOVATIONS DES DÉCRETS-LOIS DU 24 MAI 1938 EN MATIÈRE DE CHÈQUES ET LEURS CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

Actuellement, toute la législation du chèque est contenue dans trois décrets-lois : décret du 30 octobre 1935 et décrets du 24 mai 1938. C'est à ces deux derniers décrets que sera consacrée l'étude qui va suivre. Mais ces décrets ne font que modifier le décret du 30 octobre 1935 qui reste la source essentielle du droit du chèque et dont il est, en conséquence, indispensable de donner un aperçu sommaire.

Ce décret présente des caractères qui le différencient singulièrement de la législation que nous avons auparavant. Cette législation ne comportait qu'un petit nombre d'articles, une quinzaine, car elle procédait souvent par voie de références aux textes relatifs à la lettre de change ; de telle sorte que, dans une certaine mesure, le chèque apparaissait comme une variété de la lettre de change. C'est la conception anglaise : chez nos

voisins le chèque, en effet, est une lettre de change tirée sur un banquier et payable à vue, « is a bill of exchange drawn on a banker payable on demand ». Il y aurait fort à dire sur le fonds même de cette conception ; en tout cas, le système de législation par voie de références n'était pas heureux : il est bien préférable que le statut du chèque se trouve tout entier dans un même document et dans un document fait exprès. C'est l'un des mérites du décret-loi du 30 octobre 1935. Il s'ensuit forcément que ce décret contient un très grand nombre d'articles : 67. Mais, à tout le moins, il se suffit. dans l'ensemble, à lui-même.

D'autre part, la législation qui a été remplacée par le décret du 30 octobre 1935 était faite de pièces et de morceaux, s'il est permis de s'exprimer ainsi. A mesure que la loi initiale du 14 juin 1865 se révélait insuffisante, le Parlement y pourvoyoit, se souciant davantage des nécessités pratiques que de méthode. Ce mode de légiférer est celui de l'Angleterre : il peut se défendre dans une matière comme celle des effets de commerce qui doit avant tout tenir compte des besoins et des affaires. Mais il arrive un moment où une institution peut, semble-t-il, être réglementée d'une manière logique et rationnelle : c'est lorsque son évolution paraît achevée du moins dans ses grandes lignes — c'était le cas du chèque. Aussi le décret-loi du 30 octobre 1935 se présente-t-il sous une forme bien ordonnée et équilibrée, relative-

ment tout au moins. Il comprend onze chapitres : le premier sur la création et la forme du chèque ; le deuxième sur sa transmission ; le troisième sur l'aval ; le quatrième sur la présentation et le paiement ; le cinquième sur le chèque barré ; le sixième sur le recours faute de paiement ; le septième sur la pluralité d'exemplaires ; le huitième sur les altérations ; le neuvième sur les prescriptions ; le dixième sur les protêts ; le onzième sur les dispositions générales et pénales.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 nous paraît donc présenter deux supériorités incontestables sur la législation qui l'avait précédé : il règle intégralement ce statut du chèque et il le règle rationnellement. Mais ces supériorités sont des supériorités d'emprunt : le décret n'a, en effet, guère fait qu'introduire dans la législation française la loi uniforme sur le chèque faisant l'objet de la convention signée à Genève le 19 mars 1931 par vingt-six Etats dont la France représentée notamment par M. le Professeur Percerou.

La France n'a pas mis beaucoup d'empressement à ratifier les conventions de 1931. Signées à Genève par les représentants de la France le 19 mars 1931, c'est seulement en 1935 et 1936 que les conventions internationales « en vue de l'unification du droit en matière de chèque » ont été ratifiées par le Parlement français. La loi autorisant le ministre des Affaires étrangères à notifier officiellement à la Société des Nations l'adhésion du

gouvernement français, est du 8 avril 1936 (*Journal Officiel* du 10 avril) (Joseph Hamel, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, *Le nouveau régime du chèque en France*, p. 6, Paris 1936). Le gouvernement n'avait cependant pas attendu la ratification des Chambres pour mettre en vigueur la convention portant loi uniforme et sur le timbre il l'avait fait par deux décrets-lois, du 30 octobre 1935.

Cette opinion ne saurait, semble-t-il, être retenue. Voici ce qu'écrivent à ce sujet MM. Percerou et Bouteiron : « Une difficulté existe pour déterminer exactement le moment où ces deux conventions sont entrées en vigueur en France. L'article 160, de la convention relative aux conflits de lois en matière de lettres de change... disposant que chaque adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la convention... produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la S.D.N., et l'adhésion de la France ayant été enregistrée à Genève le 27 avril 1936, on pourrait croire que ces conventions sont entrées en vigueur en France dès le 27 juillet 1936. Cette opinion serait cependant, croyons-nous, inexacte, car une convention internationale de droit privé ne saurait entrer en vigueur en France et y être appliquée par des juges français avant d'avoir été promulguée en France. C'est donc seulement à notre avis du jour (24 octobre 1936) de l'insertion au *Journal Officiel* du décret de pro-

mulgation, sans préjudice bien entendu des délais de publication que les conventions... sont devenues exécutoires en France... » (La nouvelle législation française et internationale de la lettre de change, du billet à ordre et du chèque, I, Lettre de change et billet à ordre, Avant-propos, p. XI, Paris 1937).

De ce fait, ce décret-loi du 30 octobre 1935 présente une physionomie spéciale : le statut du chèque se trouve, dans une large mesure, soustrait à l'omnipotence du Parlement dans l'exposé des motifs du projet de loi tendant à la ratification des conventions signées à Genève, le 19 mars 1931, en vue de l'unification du droit en matière de chèque, le gouvernement le reconnaît expressément et le justifie de la façon qui suit : « La convention portant loi uniforme sur les chèques est la plus importante. Elle comporte, de la part des Etats signataires, l'engagement de conformer leur loi interne à un texte établi par convention internationale et de ne pas modifier cette loi interne tant que la convention restera en vigueur. Un tel engagement, en ce qui concerne la France, se justifie pleinement si l'on considère les conditions dans lesquelles il se présente. Les dispositions de la loi uniforme sont, en effet, dans l'ensemble, conformes aux décisions de la jurisprudence française, aux conceptions de la doctrine et aux vœux des milieux intéressés. Sur les points où des divergences vraiment graves séparaient les législations en présence, la convention ou bien s'est

abstenue de régler la matière ou bien a prévu des dérogations aux dispositions qu'elle édicte, laissant à la législation de chaque pays le soin de régler ces matières, soit en toute liberté, soit dans la limite des réserves envisagées » (*Journal Officiel*, 11 octobre 1932, p. 873, 877, 896).

D'où la possibilité pour le gouvernement, sans violer les engagements internationaux assumés par la France, de prendre les deux décrets du 24 mai 1938 qui vont faire l'objet de cet essai. Nous nous efforcerons d'en faire une étude aussi complète et approfondie qu'il nous sera possible ; puis nous nous demanderons si les décrets précités sont vraiment susceptibles de mener au but que se propose le gouvernement et qui est de développer les règlements par jeux d'écriture et enfin si ce but même est aussi souhaitable qu'on le répète à l'envi, spécialement dans la presse financière et même d'information. Nous savons qu'en de tels domaines, les certitudes manquent : mais l'intérêt de ces problèmes est particulièrement aigu aujourd'hui, et c'est notre excuse de les aborder, d'autant qu'ils se trouvent posés dans l'exposé des motifs des décrets.

CHAPITRE PREMIER

LES DÉCRETS DU 24 MAI 1938

Ces décrets sont au nombre de deux : l'un comporte le maintien du taux actuel du droit de timbre sur les traites et réduction du droit de timbre sur les chèques, et l'autre apporte d'assez nombreuses modifications au décret du 30 octobre 1935.

SECTION I

Le décret sur le timbre

Ce paragraphe comportera les dispositions suivantes:

- a) La teneur du décret.
- b) Un commentaire du décret dans le rapport au président de la République.

c) L'étude du décret en fonction de la législation antérieure.

d) L'examen des dispositions essentielles de ce décret, soit en ce qui concerne les chèques tirés de France sur France, soit en ce qui concerne les chèques émis à l'étranger et payables ou transitant en France.

a) LA TENEUR DU DÉCRET.

Article 2. — Sont également exemptés de la majoration les droits de timbre de 75 centimes édictés par les articles 126 à 133 du Code du timbre relatifs aux chèques et aux ordres de virement. Ces droits seront ramenés à 50 centimes à compter du 1^{er} août 1938.

Article 3. — Le premier alinéa de l'article 129 du Code du Timbre est modifié ainsi qu'il suit : toutes les dispositions législatives concernant les droits de timbre relatives aux chèques tirés en France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables ou circulant en France... ».

b) EXPOSÉ DES MOTIFS.

Le rapport au Président de la République qui précède le décret en donne un commentaire. Voici comment il s'exprime : « Arrondie au décime supérieur, la majoration de 8 % édictée par l'article 9 du décret du 2 mai

1938 relatif au budget aurait eu pour effet de porter les tarifs des droits de timbre des effets de commerce et assimilés de 0,15 à 0,20 p. 100, de 0,50 à 0,54 pour 2.000, et de 0,20 à 0,25 par 1.000 francs. Cette majoration serait de nature à entraver les mesures arrêtées par le gouvernement pour favoriser la reprise de l'activité économique et le développement du crédit. En ce qui concerne les droits de timbre afférents aux chèques et aux ordres de virement, non seulement nous pensons que les droits fixés à 0,75 par le décret du 8 juillet 1937 ne sauraient être majorés, mais nous estimons que ce taux, en particulier pour les chèques de faible importance, est excessif et de nature à mettre obstacle à la vulgarisation de cet instrument de paiement. Nous proposons donc de le ramener à 0 fr. 50. Par ailleurs, en vue de favoriser la circulation en France des chèques créés et payables à l'étranger et notamment pour ne pas entraver l'escompte ou l'encaissement desdits chèques par des maisons de banques établies en France, il nous a paru opportun de soumettre ces chèques en matière de timbre au même régime pénal que les chèques tirés en France » (*Journal Officiel* du 25 mai 1938, p. 5877).

c) ETUDE DU DÉCRET EN FONCTION DES CONVENTIONS DE
GENÈVE ET DE LA LÉGISLATION ANTÉRIEURE.

A propos de ce décret, il convient de se demander tout d'abord s'il est compatible avec les engagements

pris par la France à la Conférence de Genève de 1931. Cette conférence élaborà, en effet, une convention relative au droit de timbre qui, à la différence des conventions portant loi uniforme et sur les conflits de lois, fut même signée par le délégué de la Grande-Bretagne et qui a été mise en vigueur en France par un décret-loi du 30 octobre 1935.

Voici le texte de cette convention dans ce qu'il a d'essentiel : « Dans le cas où telle ne serait pas déjà leur législation, les Hautes parties contractantes s'engagent à modifier leurs lois dans tous les territoires placés sous leur souveraineté ou autorité et auxquels la présente convention est applicable, de telle sorte que la validité des engagements pris en matière de chèques ou l'exercice des droits qui en découlent, ne puissent être subordonnés à l'observation des dispositions sur le timbre. Elles peuvent toutefois suspendre l'exercice de ces droits jusqu'à l'acquittement des droits de timbre qu'elles ont prescrits ainsi que ses amendes encourues. Elles peuvent également décider que la qualité et les effets de titre immédiatement exécutoire qui, d'après leur législation, seraient attribués au chèque, seront subordonnés à la condition que le droit de timbre ait été, dès la création du titre, dûment acquitté conformément aux dispositions de leurs lois ».

En somme, la convention proclame le principe que la validité des chèques ne saurait être atteinte à la suite

de contravention à des lois fiscales, mais pour le surplus, elle laisse toute latitude aux Etats signataires, c'est qu'en effet les questions de timbre sont essentiellement contingentes et dominées par des circonstances de fait. L'évolution de la législation française est tout à fait significative à cet égard.

Après de laborieux débats, la loi initiale du chèque (14 juin 1865) exempta le chèque de tout droit de timbre pour une période de dix ans. Le Trésor consentit à ce sacrifice — estimé par le rapporteur, M. de Lavenay, à 200.000 francs par an — en considération des avantages économiques que devait procurer le chèque, à preuve les paroles que voici de M. Martel : « La Commission, d'accord avec le gouvernement, a exempté les chèques du droit de timbre pendant dix ans, afin d'encourager l'usage de cet instrument de paiement. L'honorable M. Picard trouve cela inconstitutionnel. Et bien, je vais citer un exemple qui le contredira entièrement. L'honorable M. Picard a perdu sans doute le souvenir que, pour le dessèchement des marais la loi a prononcé une exemption de l'impôt foncier pour 24 ans. Pourquoi l'a-t-elle fait ? Pour encourager le dessèchement des marais. Pourquoi avons-nous, d'accord avec le gouvernement, exempté le chèque de timbre pendant 10 ans ? C'est afin d'encourager l'emploi du chèque » (*Moniteur* du 7 mai, p. 561). Ces promesses du Parlement n'ont qu'une valeur relative, à raison du principe qui veut qu'une loi puisse défaire ce

qu'une autre a fait. Il est cependant préférable de les tenir sous peine d'affaiblir le crédit de l'Etat dans l'esprit du public. Mais il est des circonstances où c'est impossible. Dès 1871, par suite des charges de la guerre franco-allemande, le chèque fut assujetti à un droit de timbre fixe de 10 centimes. Ceci sur l'initiative, non pas du gouvernement, mais d'une Commission parlementaire : « La Commission soumet également au droit de 10 centimes les chèques créés par la loi du 24 juin 1865, quelles que soient les sommes qui y seront portées. Ces titres peuvent sans aucun inconvénient, être assujettis à un droit aussi minime » (*Journal Officiel*, 12 août 1871). Il y eut des résistances, certains députés voulant rester fidèles à l'engagement pris en 1865 et demandant que « les chèques, tels qu'ils sont définis par la loi du 14 juin 1865, ne soient soumis au timbre de 10 centimes qu'à partir de 1876. Finalement, la mise de la taxation immédiate l'emporta.

En 1874, nouvelles discussions très approfondies sur la question du timbre des chèques : une distinction fut alors instituée entre les chèques sur place et les chèques déplacés : les premiers continuèrent à être taxés à dix centimes, mais les seconds le furent à 20. Certains députés auraient voulu frapper ces derniers chèques d'un droit proportionnel : mais la majorité se rallia à l'opinion de Pouyerquartier disant : « acceptez quelque chose de fixe, de raisonnable : augmentez, doublez le

droit de quittance pour les chèques de place à place... mais renoncez à un droit proportionnel » (*Journal Officiel*, 20 février 1874, p. 1386).

Momentanément, les partisans d'un droit de timbre proportionnel sur les chèques déplacés durent donc s'incliner : mais dès 1877, dans le projet de budget, le ministre des finances d'alors revenait à la charge et proposait d'assujettir ces chèques à un droit de timbre proportionnel. Il remarquait que l'expérience avait montré que la lettre de change empruntait fréquemment la forme du chèque de place à place pour échapper, moyennant un droit fixe de 20 centimes, au droit proportionnel de 1,50 % et il estimait que l'assimilation au point de vue de l'impôt, du chèque de place à place et de la lettre de change était l'unique moyen d'entraver cette fraude. La Chambre des Députés se refusa à suivre le ministre.

En 1879, le gouvernement reprit l'idée de frapper d'un droit proportionnel les chèques de place à place : mais sa tentative demeura sans succès. En 1908, M. Caillaux essaie de faire triompher la thèse soutenue par son père en 1877, « afin, disait-il, d'éviter le paiement du droit de timbre proportionnel de 0,05 % aux effets de commerce, on substitue, dans la pratique commerciale, le chèque de place à place à la lettre de change : nous demandons qu'un texte législatif enlève tout aliment à la fraude en frappant les chèques de place à place du droit de timbre proportionnel de 0,05 % : cette modifi-

cation fiscale qui, par d'autres côtés, ne sera pas sans avantages pour le commerce, procurerait au budget de 1908 une ressource d'au moins 4 millions ». Pas plus que son père, M. Caillaux ne réussit à convaincre le Parlement : les chèques déplacés restèrent assujettis au droit fixe de 20 centimes.

Une loi du 22 mars 1924, d'inspiration purement fiscale, décida que le taux du droit de timbre afférent aux chèques et aux ordres de virement en banque serait uniformément fixé à 20 centimes sans addition de décimes. Elle apporta, en outre, une innovation importante, à savoir que les chèques tirés sur toute autre personne qu'un banquier, un agent de change, un caissier-payeur central au Trésor Public, les Trésoriers payeurs généraux ou les receveurs particuliers des finances, seraient en plus soumis au droit du timbre de quittance. Le gouvernement dans le but de s'opposer à l'emploi par les commerçants du chèque au lieu de la lettre de change ou du reçu avait demandé de supprimer les chèques sur particuliers. La Chambre des Députés suivit le gouvernement : mais le Sénat s'y refusa en ce qui touche la limitation de la capacité passive pour des raisons qui paraissent singulières. L'entente se fit sur la transaction ci-dessus indiquée. Du point de vue « timbre », l'on eût donc désormais deux sortes de chèques : ceux qui étaient tirés sur banquiers et assimilés et qui paieraient 20 centimes, et ceux qui étaient tirés sur d'autres person-

nes et qui paieraient en outre le droit de quittance. Cette distinction n'a disparu qu'avec le décret-loi du 30 octobre 1935 qui a limité la capacité passive aux banquiers et assimilés.

Depuis les réformes en matière de timbre se sont bornées à des aggravations, tout au moins apparentes : le timbre a été porté successivement à 0 fr. 50, puis à 0 fr. 75 (décret du 8 juillet 1937). Le décret du 24 mai 1938 le ramène à dater du 1^{er} août à 0,50. Si l'on tient compte de la dépréciation du franc, ce chiffre est loin de représenter les 0,10 de la loi de 1871. Mais les revenus de la majorité des Français n'ont pas augmenté dans la proportion où le franc a été dévalué.

De cet aperçu sommaire, il résulte que le législateur a toujours fait au chèque une situation de faveur en matière de timbre. Il l'a privilégié par rapport à tous les autres effets de commerce et toujours pour les mêmes raisons : raisons déjà pleinement mises en lumière lors de l'élaboration de la loi initiale sur le chèque. Le chèque bénéficie d'un privilège, mais il le mérite par les avantages que procure son emploi à l'économie générale.

d) EXAMEN DES DISPOSITIONS ESSENTIELLES DU DÉCRET.

Le décret-loi du 24 mai 1938 reste dans cette tradition libérale. Il comporte deux mesures : l'une qui abais-

se le droit de timbre des chèques à 0,50 et l'autre qui décide que « toutes les dispositions législatives concernant les droits de timbre relatives aux chèques tirés en France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables ou circulant en France ». Il importe d'essayer de préciser exactement le sens de cette dernière disposition.

Avant le décret-loi du 30 octobre 1935, il semble que l'Administration de l'Enregistrement distinguait entre les chèques tirés de l'étranger mais payables en France et les chèques tirés de l'étranger et payables à l'étranger, mais circulant en France. Elle faisait payer aux premiers les mêmes droits de timbre qu'aux chèques français, mais pour les seconds, elle les frappait du droit de timbre proportionnel, prétendant qu'il ne lui était pas possible de vérifier si les chèques tirés de l'étranger sur l'étranger et circulant en France présentaient bien le caractère de chèque. En conséquence, on exige le paiement du droit proportionnel pour les chèques circulant en France créés et payables à l'étranger. M. Jacques Bouteron critique cette pratique. « Il y a lieu, écrit-il, de faire remarquer que cette solution n'est pas exacte... En effet, la nature du chèque s'oppose à ce qu'un droit de timbre proportionnel lui soit appliqué. D'autre part, on a fait valoir que l'objection de l'administration prétendant qu'elle n'était pas en mesure de contrôler si elle se trouvait en face d'un chèque véritable ayant provision

préalable, n'était pas décisive. En effet, les irrégularités ne se présument pas ; on doit considérer comme réguliers au regard de la loi française en matière de provision les chèques tirés sur des pays dans lesquels la provision doit être préalable à l'émission comme l'Espagne, par exemple... » (Le chèque. Théorie et pratique, p. 579 et 580, Paris 1924).

La distinction faite par l'administration entre les chèques tirés de l'étranger et payables en France et les chèques tirés de l'étranger payables à l'étranger mais circulant en France ne paraît plus soutenable depuis le décret-loi du 24 mai 1938 puisque ce décret déclare que toutes les dispositions législatives concernant les droits de timbre relatives aux chèques tirés en France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables *ou* circulant en France. Doivent être perçus dans tous les cas les droits qui frapperaient les chèques créés et payables en France.

Mais quels seraient ces droits ? A partir du 1^{er} août 1938, ils sont de 0,50 si le chèque est à tous égards un chèque ; mais ils sont autres si le chèque n'est pas absolument régulier en la forme ou n'est un chèque qu'en apparence, d'où de très graves difficultés en ce qui concerne les chèques visés à l'article 3 du décret-loi du 24 mai 1938 : difficultés que la loi n'a pu régler que d'une manière tout à fait générale, laissant à l'administration et en dernier ressort aux tribunaux le soin de

décider dans chaque cas. Le législateur de 1865 n'avait pas pris de dispositions en cette matière : mais le législateur de 1874 avait, au contraire, réglementé la question dans un article 9 ainsi libellé : « Toutes les dispositions législatives relatives aux chèques tirés de France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables en France. Des chèques pourront, avant tout endossement en France, être timbrés avec des timbres mobiles. Si le chèque tiré hors de France n'a pas été timbré conformément aux dispositions ci-dessus, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus, sous peine de l'amende de 6 %, de le faire timbrer aux droits fixés par l'article précédent avant tout usage en France si le chèque tiré hors de France n'est pas souscrit conformément aux prescriptions de l'article premier de la loi du 14 juin 1865 et de l'article 5 ci-dessus (de la loi du 19 février 1874), il est assujetti aux droits de timbre des effets de commerce. Dans ce cas, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus de le faire timbrer avant tout usage en France sous peine d'une amende de 6 %. Toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits d'amendes ». On concluait en général de cet article que, par dérogation à la règle *locus regit actum*, ces chèques étaient assujettis à la législation française, non seulement au point de vue du droit fiscal, mais aussi en ce qui concerne certaines conditions de forme et de fond.

Dans ce sens,, par exemple, Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, 5^{me} édit., n° 640, p. 596. M. Jacques Bouteron estime aussi que cet article constitue une dérogation certaine à la règle *locus regit actum*. Le titre, écrit-il, fût-il dénommé chèque par la loi étrangère, sera passible du timbre proportionnel des effets de commerce si les prescriptions de forme des lois de 1865 et de 1874 ne sont pas toutes observées (*Le chèque, Théorie et pratique*, p. 554 et 555).

D'après M. Jaceques Bouteron, les motifs qui ont déterminé le législateur à introduire l'article 9 doivent servir à en déterminer les limites. Les motifs sont d'ordre fiscal. On sait en effet, qu'il y a souvent avantage à substituer le chèque à la lettre de change : aussi le législateur français a-t-il espéré réduire le nombre de ces substitutions nuisibles aux intérêts du Trésor en appliquant strictement à tous les chèques aussi bien tirés de France que payables en France, les règles qu'il a sanctionnées par des amendes fiscales.

M. Jacques Bouteron essaie ensuite de faire le départ entre les cas où l'on appliquera la règle *locus regit actum* et ceux où on ne l'appliquera pas. Ce ne sont là que des indications sur lesquelles bien des réserves pourraient être faites. Mais il n'y a pas lieu d'insister, car l'alinéa premier de l'article 9 de la loi du 19 février 1874 a été modifié par l'article 3 alinéa 3 des dispositions générales du décret-loi du 30 octobre 1935 ainsi libellé :

« Toutes les dispositions législatives concernant les droits de timbre et d'enregistrement relatives aux chèques tirés en France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables en France ». Il semble qu'en restreignant pour ces chèques l'application de la loi française aux questions de timbre et d'enregistrement, l'article 3, alinéa 3, ait voulu pour le reste, réserver l'application normale des règles de conflits de lois admises par les conventions de Genève de 1931 : convention ratifiée par la France, sans réserves, par la loi du 8 avril 1936. C'est, par exemple, l'opinion de M. le Professeur Hamel qui écrit : « L'article 3, alinéa 3, du décret-loi du 30 octobre 1935 a modifié l'article 9, alinéa 1, de la loi du 19 février 1874 en supprimant l'assimilation générale des chèques tirés hors de France et payables en France aux chèques tirés en France. Cette assimilation ne vaudra plus que pour les dispositions législatives concernant l'enregistrement et le timbre. Il résulte de cette règle que pour leur validité juridique, les chèques tirés de l'étranger sur la France sont soumis aux règles des conflits de lois posés par la convention de Genève, tandis que, pour leur régime fiscal, ces chèques sont assimilés aux chèques émis en France » (Le nouveau régime du chèque en France, p. 83).

Le distingué professeur relève que cette dualité de règles conduit à des conséquences singulières et parfois funestes. Il en donne des exemples. Pour les chèques

réguliers en vertu de la convention sur les conflits de lois, une distinction s'impose entre ceux qui sont exactement conformes aux lois françaises et ceux qui ne seraient pas en harmonie avec ces mêmes lois françaises. Pour le premier de ces chèques aucune difficulté ne naît : il faut leur appliquer les dispositions intérieures tant pour le timbre que pour l'enregistrement : l'amende est réduite à 6 % et l'article 74 C. timb. de 1926 est devenu l'article 129 C. timb. de 1934. Par contre, un chèque parfaitement régulier d'après les règles de la convention sur les conflits de lois sera frappé à son arrivée en France du timbre proportionnel des effets de commerce, avec toutes les sanctions fiscales prévues par la loi s'il n'a pas respecté toutes les conditions de forme et de fond des lois françaises internes (Le nouveau régime du chèque en France, p. 90, n° 7071).

M. le Professeur Hamel observe encore que cette règle n'était pas choquante lorsque, s'appliquant à toutes les dispositions législatives de fond et de forme concernant les chèques, elle frappait de sanctions fiscales des chèques qui étaient considérés comme nuls en tant que chèques : elle devient singulière lorsqu'il s'agit de chèques que la loi française, se conformant à la convention internationale sur les conflits de lois, reconnaît comme réguliers pour le fond et pour la forme.

A l'appui de son argumentation, le savant juriste donne quelques applications. D'après lui le chèque tiré à l'étranger sera assujetti aux droits de timbre des

effets de commerce lorsque le texte de son libellé ne comportera pas le mot « chèque » et la disposition sera sanctionnée par l'amende de 6 % contre le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré qui auront fait usage en France du chèque mal timbré : la règle sera dure pour les chèques venant d'Angleterre (Le nouveau régime des chèques en France, n° 707, p. 91).

Cette solution serait en effet bien dure : mais nous ne croyons pas qu'elle soit appliquée ni justifiée. Il nous est arrivé de présenter à l'encaissement des chèques venant d'Amérique et d'Angleterre ne portant pas le mot « chèque » et il ne nous a jamais été réclamé des droits de timbre proportionnels.

M. le Professeur Hamel espère que, rétablissant intégralement le principe de la territorialité des lois fiscales, une réforme législative supprimera la règle de l'article 3, alinéa 3 du décret-loi de 1935. Selon lui, seuls devraient être frappés par les sanctions fiscales françaises les chèques qui sont irréguliers d'après les dispositions de la convention pour les conflits des lois : les autres supporteraient les mêmes droits que les chèques régulièrement émis en France.

Il est permis de se demander si les solutions proposées sont bien adéquates aux difficultés à résoudre. D'abord, la convention sur les conflits des lois n'a pas été admise par tous les pays : l'Angleterre et l'Amérique n'y sont pas parties. Dès lors, l'on ne voit pas pour-

quoi l'on ferait application à ces pays des règles acceptées par la convention. Il n'y a pas de raison d'en décider ainsi : ces règles n'ont de valeur qu'entre les pays adhérents à la convention. D'autre part, le principe de territorialité intégrale des lois fiscales convient-il bien au chèque ? Plusieurs territoires peuvent être intéressés dans la vie, si courte pourtant, de cet instrument de crédit et de paiement. Il peut naître dans un pays, circuler dans d'autres, mourir dans un autre encore. En matière d'immeubles, l'on peut, à la rigueur, préconiser une application intégrale du principe de territorialité, encore que l'on aboutisse ainsi à supprimer la capacité que les étrangers tiennent de leur loi personnelle. Voici l'hypothèse pratique à laquelle nous faisons allusion. Beaucoup d'étrangers jouissent du droit absolu de tester quels que soient les héritiers qu'ils puissent avoir. Admettons que ces étrangers soient propriétaires d'immeubles sis en France et aient des héritiers, étrangers comme eux, mais qui, d'après le droit français, seraient réservataires. Il ne sera pas tenu compte du testament de ces étrangers du moins dans la mesure où la réserve française serait atteinte. Si le principe de territorialité intégrale est déjà discutable quand il s'agit d'immeubles, que serait-ce en matière de chèque ? On est dans un domaine où il est difficile de concilier les soucis fiscaux des Etats et les nécessités pratiques d'un instrument à rayon d'action illimité tel que le chèque. A notre sens,

la solution la moins inadéquate consisterait à se demander si le chèque est bien un chèque dans le pays d'émission. à le supposer même jusqu'à preuve du contraire et à n'exiger en France que les droits de timbre des chèques. Sans doute, le tireur peut indiquer un lieu d'émission qui lui permet d'échapper à certaines règles du pays d'émission réel, mais c'est un procédé auquel peu de personnes penseront et qui est assez difficile à réaliser sans qu'on s'en aperçoive, étant donné que les formules de chèques sont fabriquées d'avance et remises par les banques. Il est vrai qu'en France on peut faire des chèques sur des papiers quelconques : mais cette faculté devrait être supprimée car elle comporte bien plus d'inconvénients que d'avantages, notamment du point de vue « sécurité ». Bref, les chèques tirés à l'étranger, circulant ou payables en France, ne devraient que dans des cas de fraude manifeste être assujettis aux droits de timbre des effets de commerce et à des pénalités fiscales.

Le décret-loi du 24 mai 1938 n'a pas eu en vue, semble-t-il, toutes ces difficultés : son objet est beaucoup plus limité : il se borne à décider que, si l'on est en face d'un chèque véritable, les droits de timbre seront ceux des chèques et non ceux des effets de commerce, sans qu'il y ait à distinguer, comme auparavant, s'il s'agit de chèques payables en France ou de chèques circulant en France. Cependant ce décret peut avoir de l'influence sur l'orientation future des pratiques de l'administra-

tion et des décisions de justice, car il est incontestable qu'il s'inspire de tendances très libérales : tendances qu'il conviendrait de suivre pour tout ce qui touche les chèques émis à l'étranger. Le chèque n'est pas le monopole des milieux d'affaires : il est d'un usage courant et très général. Il n'est pas à la portée de tout le monde de faire des fraudes fiscales avec cet instrument.

SECTION II

Le décret modifiant le droit de chèque

Ce paragraphe comportera les subdivisions suivantes:

a) *Teneur de ce décret.*

b) *Dispositions sans grande importance* de ce décret : modifications aux articles 3, 38, 65 et 67 en partie de la loi de 1865.

c) *Dispositions fondamentales*, relatives à la prescription, au tirage par compte et surtout à la constitution de partie civile et à l'augmentation des pénalités.

a) TENEUR DE CE DÉCRET.

Article Premier. — Sont modifiés comme suit les articles ci-après de la loi du 14 juin 1865 modifiée par l'ar-

ticle premier du décret-loi du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèque.

Article 3. — Le chèque ne peut être tiré que sur un banquier, un agent de change, un caissier payeur central du Trésor public, un *Caissier Général de la Caisse des Dépôts et Consignations*, les trésoriers payeurs généraux ou les receveurs particuliers des finances, les établissements de crédit municipal et les caisses de crédit agricole. (Le reste sans changement).

Article 38. — Un chèque à barrement général ne peut être payé par le tiré qu'à un banquier, à un *chef de bureau de chèques postaux* ou à un client du tiré. Un chèque à barrement spécial ne peut être payé par le tiré qu'au banquier désigné ou si celui-ci est le tiré qu'à son client. Toutefois le banquier désigné peut recourir pour l'encaissement à un autre banquier. Un banquier ne peut acquérir un chèque barré que d'un de ses clients, d'un *chef de bureau de chèques postaux* ou d'un autre banquier. Il ne peut l'encaisser pour le compte d'autres personnes que celles-ci. (Le reste sans changement).

Article 65. — Tout banquier qui, n'ayant pas de provision, délivre à son créancier des formules de chèques en blanc, payables à sa caisse, doit, sous peine d'une amende de 50 francs par contravention, mentionner sur chaque formule le nom de la personne à laquelle cette formule est délivrée. *Tout banquier qui ayant provision*

et en l'absence de toute opposition, refuse de payer un chèque régulièrement assigné sur ses caisses, est tenu responsable du dommage résultant pour le tireur, tant de l'inexécution de son ordre que de l'atteinte portée à son crédit.

Article 66. — Est passible des peines de l'escroquerie prononcées par l'article 405 § 1^{er} du Code pénal, sans que l'amende puisse être inférieure au montant du chèque ou de l'insuffisance :

Celui qui, de mauvaise foi, a, soit émis un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, soit retiré, après l'émission tout ou partie de la provision, soit fait défense au tiré de payer.

Celui qui, en connaissance de cause, a accepté de recevoir un chèque émis dans les conditions visées à l'alinéa précédent.

Est passible des peines de l'escroquerie prononcées par l'article 405 § 2 du Code pénal, sans que l'amende puisse être inférieure au montant du chèque :

Celui qui a contrefait ou falsifié un chèque.

Celui qui, en connaissance de cause, a accepté de recevoir un chèque contrefait ou falsifié.

Dans tous les cas prévus aux alinéas qui précèdent, le tribunal pourra, en outre, faire application de l'alinéa 3 de l'article 405 du Code pénal.

En cas de récidive, l'interdiction totale ou partielle des droits mentionnés en l'article 42 devra être prononcée.

Toutes les infractions ci-dessus visées sont considérées comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit.

A l'occasion des poursuites pénales exercées contre le tireur, le bénéficiaire qui s'est constitué partie civile, est recevable à demander devant les juges de l'action publique, une somme égale au montant du chèque, sans préjudice, le cas échéant, de tous dommages-intérêts. Il pourra néanmoins, s'il le préfère, agir en paiement de sa créance devant la juridiction ordinaire.

Article 67. — Le tiré qui indique sciemment une provision inférieure à la provision existante est passible d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.

Article 2. — Est complété comme suit, in fine, l'article 52 de la loi du 14 juin 1865 modifiée par l'article 1 du décret-loi du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèque. L'action du porteur du chèque contre le tiré se prescrit par trois ans à partir de l'expiration du délai de présentation. Pour les chèques émis antérieurement à la promulgation du présent décret, le délai de trois ans prévu à l'alinéa précédent courra à dater de cette promulgation. Toutefois les chèques ayant cinq

ans de date ou plus, lors de ladite promulgation seront prescrits au 31 décembre 1938.

Article 3. — Est abrogé l'article 57 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale. L'article 57 a de la loi du 14 juin 1865 modifiée par l'article 1 du décret-loi du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèque, est rétabli comme suit : « En cas de protêt, les formalités du timbre et de l'enregistrement sont données en débit.... Le recouvrement des droits est poursuivi par le Trésor contre le tireur ».

Article 4. — Est complété comme suit l'article 126 du Code du timbre :

Toutefois est passible du droit proportionnel édicté par l'article 84 le chèque tiré pour compte d'un tiers lorsqu'il est émis et payable en France et qu'il intervient en règlement d'opérations comportant un délai de paiement. Un décret contresigné par le Ministre des Finances précisera les modalités d'application du présent article.

Les apports du décret-loi du 24 mai 1938 à la législation du chèque — apports que nous avons mis en italique — sont, comme il est aisé de le voir à la simple lecture d'importance tout à fait inégale. Les uns, se comprennent de soi et ne nécessitent qu'un bref examen : les autres demandent une étude approfondie.

b) DISPOSITIONS D'IMPORTANCE SECONDAIRE.

Dans cette catégorie, l'on peut ranger les modifications apportées à l'article 3, à l'article 38, à l'article 65 et dans une large mesure à l'article 67.

Dans les décrets-loi du 30 octobre 1935, l'article 3 est fondamental, ayant en effet pour objet de restreindre la capacité passive aux banquiers et assimilés et de supprimer le tirage sur « n'importe qui ». C'est une condition sine qua non pour que le chèque puisse devenir ce à quoi il est essentiellement propre : c'est-à-dire un instrument de compensation. Mais le décret-loi du 30 octobre 1935 avait omis parmi les assimilés aux banquiers le caissier général de la Caisse des Dépôts et Consignations. Le décret du 24 mai 1938 répare cet oubli et c'est à juste raison, car la Caisse des Dépôts et Consignations est le plus important organe de thésaurisation collective qu'il y ait en France. Comme l'observe l'exposé des motifs du décret du 24 mai 1938, il ne s'agit donc ici que d'une mise au point et la même observation doit être faite quant à l'article 38. « Une mise au point est apportée aux articles 3 § 1^{er} et 38 du décret-loi du 30 octobre 1935 dans la nomenclature desquels avaient été omis, d'une part, le caissier général de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'autre part, les chefs de bureaux des chèques postaux qui pourront désormais obtenir directement le paiement des chèques

barrés émis à leur profit » (Rapport au Président de la République, *Journal Officiel*, 25 mai 1938, p. 5875). Ces deux apports présentent un intérêt pratique indéniable, étant donné l'importance de la Caisse des Dépôts et Consignations et des bureaux de chèques postaux dans le mouvement des règlements.

Des deux modifications à l'article 65, l'une n'est qu'à signaler, c'est celle qui élève de 20 à 50 francs l'amende qui frappe le banquier qui délivre à son créancier des formules de chèques en blanc, sans mentionner sur chaque formule le nom de la personne à laquelle cette formule est délivrée. Quant à l'autre, elle doit retenir l'attention. La voici : « Tout banquier qui, ayant provision et l'absence de toute opposition, refuse de payer un chèque régulièrement assigné sur ses caisses est tenu responsable du dommage résultant pour le tireur, tant de l'inexécution de son ordre que de l'atteinte portée à son crédit... ». Commentant cette disposition, le rapport au Président de la République s'exprime ainsi : des sanctions sont expressément prévues dans le cas où par malveillance un ordre régulièrement donné par le tireur ne serait pas exécuté, lui créant ainsi un grand préjudice.

Un cas de ce genre n'a pas dû se présenter souvent dans la pratique. Il arrive certes — trop souvent — que des banques ne paient pas les chèques régulièrement assignés sur leurs caisses : mais c'est que ces caisses sont

vides et non pas par pure malveillance. Il n'y a pas de banque sérieuse qui cherche à « brimer » ses clients tireurs de chèques. Tout au contraire, il est dans les usages que les banques payent même les chèques non provisionnés de leurs clients sérieux et de bonne foi. Comment alors expliquer la disposition précitée ?

Peut-être n'y faut-il voir qu'un procédé pour donner une couleur démocratique au décret-loi du 24 mai 1938. Les banquiers ne sont pas bien vus, du moins en apparence, au Parlement : il est de bonne politique de paraître ne pas vouloir les ménager. Peut-être aussi les rédacteurs du décret-loi ont-ils voulu donner un appui à une jurisprudence qui s'est instituée et qui a condamné des banques à des dommages-intérêts pour s'être refusées à payer des chèques provisionnés et non frappés d'opposition, mais rédigés sur des formules qu'elles n'avaient pas fournies. Il s'agissait en général de chèques que des tenanciers de maisons de jeux mettaient à la disposition de joueurs qui n'avaient pas en poche leur propre chéquier. Des banques ayant refusé d'honorer ces chèques émis dans de telles conditions, alors qu'il y avait provision et qu'il n'y avait pas d'opposition, ont dû payer des dommages-intérêts aux tireurs pour atteinte à leur honorabilité et à leur crédit. C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal civil de la Seine du 13 février 1928 a condamné une banque à des dommages-intérêts envers un tireur de chèques sur papier libre, chèques qu'elle avait

refusé de payer. Il est dit dans les motifs qu'il n'appartenait pas à la banque de subordonner ce paiement des chèques tirés sur sa caisse à l'accomplissement de formalités préalables non prévues par la loi et susceptibles de retarder cette opération (D. P. 1927, 2-81-1, 1928, 2-117). Ce jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 30 avril 1931 (S. 1932, 2-168). Une telle jurisprudence s'imposait peut-être dans l'état actuel des textes : mais dans le fond, elle est fâcheuse. Ces sortes de chèques sont beaucoup plus facilement falsifiables que les formules sur papier spécial fournies par les banques. C'est une prime à l'industrie déjà trop florissante des faussaires. Il nous semble que les établissements de crédit pourraient et devraient faire signer à leurs clients l'engagement de ne se servir que des vignettes remises par eux. Dans les principes de droit commercial de M. le Professeur Jean Escarra (t. VI, p. 210, Paris, Sirey 1936) l'on trouve sur ce sujet d'intéressantes observations. « La responsabilité des banques étant appréciée d'une manière sévère, on ne peut leur faire grief de prendre des précautions en vue d'éviter les fraudes. Il ne s'agit pas ici de formalités susceptibles de retarder le paiement et touchant au fond du droit, mais d'une exigence parfaitement justifiée imposée au tireur dans son propre intérêt et qu'il accepte implicitement lors de l'ouverture du compte de dépôt à son nom ».

Prié par le président de l'Union syndicale des Ban-

quiers de Paris et de Province de donner son avis sur les conséquences du jugement du tribunal civil de la Seine, le ministre a déclaré qu'il était loisible au tiré de prendre toutes les garanties nécessaires, notamment de stipuler, par une mention insérée dans le reçu du carnet de chèques, que le tireur devra se servir exclusivement des formules extraites de ces carnets. Il a ajouté que s'il n'était pas douteux qu'en l'absence de toute convention une banque ne saurait refuser le paiement des chèques émis sur elle par la seule raison qu'ils ne seraient pas établis sur des formules délivrées par elle, cependant il n'en résulterait pas que serait nulle une convention imposant aux clients les obligations de se servir exclusivement de ces formules. M. le Professeur Hamel admet la validité de telles clauses entre banquiers et clients, mais les déclare inopposables aux tiers porteurs (J. Hamel, Banques et opérations de banque, Paris 1933, p. 1, p. 792). Cette façon de voir les priverait d'une grande partie de leur intérêt.

A tout le moins peut-on dire qu'il était superflu de prévoir expressément des sanctions dans le cas où par malveillance un ordre régulièrement donné par le tireur ne serait pas exécuté, car les Tribunaux, partant de ce fait qu'il s'agit de professionnels dont le métier est, en général, largement rentable, se sont toujours montrés sévères pour les banques qui opposaient des refus injustifiés ou même insuffisamment justifiés de paiement. Il

a été jugé, par exemple, qu'en cessant brusquement de consentir à des virements anticipés, acceptés habituellement, sans prévenir quelques jours à l'avance, de manière à éviter à son client de mettre en circulation des chèques qui ne devaient pas être payés à présentation, la banque lui cause un dommage dont elle doit réparation (Tribunal de Comm. Seine, 13 avril 1931, Gazette Palais, 26 juin 1931).

Le même tribunal décide encore que si un banquier à défaut de convention contraire, peut, quand bon lui semble interrompre ses relations avec un client et liquider son compte, même si celui-ci est créancier, cette interruption et cette liquidation doivent se faire de telle sorte qu'elles ne puissent compromettre le crédit de ce client, honorable commerçant, et notamment que le banquier ne peut liquider brusquement la provision dont il avait le dépôt sans, auparavant, s'enquérir des chèques qui pouvaient être en circulation (Tribunal Commerce Seine, 2 mai 1931, Gazette Palais, 23 juin 1933).

Est passible de dommages-intérêt le banquier qui laisse protester des chèques émis par un titulaire de compte dans la limite de l'ouverture de crédit qui lui avait été consentie. Il en est ainsi lorsque le tiré, estimant que les titres remis en garantie ne correspondaient pas au montant de la dite ouverture de crédit, s'est abstenu de réclamer au tireur le supplément de couverture permettant d'éviter de refuser le paiement

des chèques. Le discrédit injustifié sur la réputation et la solvabilité du tireur constitue un préjudice que ne sauraient faire disparaître les lettres d'excuse envoyées par le tiré aux présentateurs des chèques impayés (Paris, 12 janvier 1935 ; Bouteron, *La Jurisprudence du chèque*, 1865-1937, Paris, Sirey 1937).

Qu'eût-ce été si les Banques tirées avaient refusé de payer par malveillance ? La disposition ajoutée à l'article 65 apparaît donc comme superfétatoire.

Pour ce qui est des modifications apportées à l'article 67, il en est qui ne nécessitent guère de commentaire : exemple, celle qui élève à 1.000 francs au lieu de 500 francs le minimum de l'amende infligée au tiré qui indique sciemment une provision inférieure à la provision existante ; exemple même celle qui abroge l'article 57 de la loi du 31 décembre 1936 et rétablit l'article 52 A du décret-loi du 30 octobre 1935, ainsi conçu : En cas de protêt, les formalités du timbre et de l'enregistrement sont données en débet. Le recouvrement des droits est poursuivi par le Trésor contre le tireur. Cette disposition est certainement de nature à favoriser la diffusion du chèque, car elle facilite grandement les recours du porteur non payé. Il n'a plus à faire l'avance de frais souvent considérables et parfois irrecevables, vu l'insolvabilité du tireur : mais est-elle enfin définitivement entrée dans notre droit ? On en pourrait douter car, re-

passant son histoire qui, quoique brève, est instructive — introduite dans notre législation par la loi du 12 avril 1926, elle a été supprimée par l'article 3 du décret-loi du 20 juillet 1934. Rétablie par l'article 57 A du décret-loi du 30 octobre 1935, elle a été à nouveau supprimée par l'article 57 de la loi du 31 décembre 1936 — avec le décret du 24 mai 1938, la voilà qui reparaît dans notre droit : pour combien de temps ? Ces sautes législatives n'augmentent pas le crédit des gouvernants.

c) DISPOSITIONS FONDAMENTALES.

A côté de ces modifications d'intérêt pratique certain, mais qui se comprennent de soi, il en est d'autres dans le décret-loi du 24 mai 1938 qui méritent de plus amples développements, telles déjà les deux dispositions suivantes qui figurent dans ce même article 67, dont l'une est ainsi libellée : l'action du porteur du chèque contre le tiré se prescrit par trois ans à partir de l'expiration du délai de présentation.

1) *Prescription de l'action du porteur contre le tiré.*

Voici le bref commentaire qu'en donne le rapport au Président de la République. Par mesure de simplification

et par analogie avec le régime de la lettre de change, l'action du porteur contre le tiré sera désormais prescrite par trois ans et non plus par trente ans, le maintien du délai de droit commun ne convenant pas à un moyen de paiement tel que le chèque qui, par sa nature même, doit avoir une très courte période de circulation.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 ne réglementait pas l'action du porteur contre le tiré : on en concluait qu'elle restait soumise au droit commun. Dans ce sens, Jacques Bouteron : « Nous devons ajouter que l'action du porteur contre le tiré, dont l'exercice n'est pas réglé par le décret-loi, demeure soumise au droit commun » (La jurisprudence du chèque, p. 355-357, Paris, Sirey 1937). Dans ce sens aussi, M. le Professeur Joseph Hamel : « Le système du décret-loi n'a pas supprimé la double prescription en matière de chèques, d'une part, toutes les actions en recours seront prescrites par six mois, mais d'autre part, dans le silence de la loi, il faut admettre que les actions contre le tiré ne sont soumises qu'à la prescription de droit commun : aucun texte ne permet d faire jouer la prescription des effets de commerce : la prescription trentenaire s'appliquera même si le chèque est tiré sur un commerçant ».

Le distingué Professeur estime que cette dualité est tout à fait condamnable : « Il est très regrettable que le législateur n'ait pas étendu la prescription de six mois à l'action par laquelle le porteur demande au tiré qui a

provision le paiement du chèque » (Le nouveau régime du chèque en France, p. 70, n° 657, Paris 1936).

Le décret du 24 mai 1938 ne va pas aussi loin dans la voie de la simplification : peut-être même pourrait-on dire que la gamme des prescriptions en matière de chèque s'est encore enrichie : en effet, les prescriptions qui existaient dans le décret-loi du 30 octobre 1935 — prescriptions de six mois et prescriptions de trente ans — subsistent ; une nouvelle est instituée pour le tiré : prescription de trois ans à partir de l'expiration du délai de présentation.

Admettons que le porteur d'un chèque reste plus de ce laps de temps sans en réclamer le paiement au tiré et qu'il le présente ensuite, le tiré peut refuser de payer en invoquant l'exception de prescription : mais le doit-il ? En droit commun le prescripteur peut toujours renoncer à invoquer une prescription acquise, le pourrait-il ici ? Il y a des raisons d'en douter, car le tiré n'est au fond que le caissier du tireur : ce n'est pas avec son argent qu'il paie, mais avec l'argent du tireur. Dans le droit public, les ordonnateurs ne peuvent pas ne pas invoquer la déchéance quinquennale pour le motif que ce n'est pas leur argent qui est en cause. Théoriquement, le problème peut, semble-t-il, prêter à discussion ; pratiquement, le tiré sera bien inspiré en ne payant jamais. Il n'a pas à assumer de risques pour un porteur aussi négligent.

2) *Le tirage pour compte.*

Quant à la seconde disposition de l'article 67 qui mérite un examen approfondi, c'est celle qui figure à l'article 4 dans les termes suivants : Est complété comme suit l'article 126 du Code du timbre : toutefois est passible du droit proportionnel édicté par l'article 84 le chèque tiré pour le compte d'un tiers lorsqu'il est émis et payable en France et qu'il intervient en règlement d'opérations commerciales comportant un délai de paiement. Voici le commentaire que donne de ce texte le rapport au Président de la République : le régime fiscal du chèque fait l'objet d'un tarif de faveur : le bénéfice toutefois n'en saurait être accordé aux chèques tirés pour le compte d'un tiers lorsque, destinés à régler une créance commerciale du tireur pour compte ils n'ont d'autre but qu'éviter le droit de timbre proportionnel sur la lettre de change à laquelle ils se substituent.

Le tirage pour compte était d'usage courant en matière de lettre de change : mais il n'existait pas en France en ce qui touche le chèque, car jusqu'au décret-loi de 1935 le chèque pouvait être tiré sur n'importe qui. Il fut introduit dans la loi uniforme à la Conférence de Genève de 1931, à la demande de la délégation néerlandaise, qui en montra les avantages par des exemples. Supposons, dit M. Van Nierop, le cas d'une petite banque de province qui n'a pas de compte à Londres et doit pourtant tirer sur cette ville, elle s'adresse à une grande

banque d'Amsterdam, de Paris ou de Berlin et lui demande l'autorisation de tirer sur Londres pour le compte de cette grande banque. Elle obtient cette autorisation. En même temps, la grande banque de Paris, d'Amsterdam ou de Berlin avise son correspondant de Londres que la maison en question va tirer un chèque pour son compte. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas provision, puisque cette maison est accréditée à Londres par la grande banque. Il n'y a donc aucune raison de refuser de tels chèques et même si la loi en interdisait l'émission, cette pratique subsisterait. Ces raisons parurent convaincantes et l'amendement néerlandais fut adopté.

De la loi uniforme, le tirage pour compte passa dans le décret-loi du 30 octobre 1935 (art. 6). Il peut avoir de l'utilité : on sait que le tirage d'un chèque ne peut plus se faire que sur banquiers ou assimilés ; il en résulte qu'un fournisseur ne peut plus tirer sur un acheteur. Mais un biais s'offre grâce au tirage pour compte : le dit fournisseur tirera sur le banquier de son acheteur, avec l'accord de ce dernier qui préviendra son banquier. Comme l'écrit M. Léon Deschamps, « le tirage pour compte d'autrui est donc susceptible de remplacer dans ces conditions le tirage direct d'un commerçant sur son client, avec domiciliation de paiement chez le banquier du client » (Le nouveau statut de la lettre de change, du billet à ordre et du chèque, p. 89, Paris 1936).

On conçoit qu'il est alors facile que le chèque se

substitue à la lettre de change et que de fait le Trésor perde des recettes dont il a aujourd'hui spécialement besoin. C'est pourquoi certains juristes sont plus frappés des inconvénients du tirage pour compte que de ses avantages. Dans ce sens, M. le Professeur Hamel : « Le chèque à tirer pour compte rendra peut-être certains services... Mais il est à craindre que le tirage pour compte d'autrui ne donne lieu à divers abus. C'est ainsi que pour pallier à l'interdiction des tirages des chèques sur particuliers, certains commerçants se feront autoriser par leurs débiteurs à tirer des chèques sur les banquiers de ceux-ci en pratiquant le chèque pour compte : ils se procureront ainsi l'avantage fiscal que procurait autrefois le chèque sur particulier et un chèque pour compte rendra des services tout voisins de ceux qui sont attachés à la traite, sans en supporter le droit proportionnel de timbre. Si l'institution se généralise, il est fort à craindre qu'elle ne devienne dangereuse, le banquier ne connaissant pas la signature et les habitudes des tireurs pour compte comme il connaît celles de ses clients ordinaires : de là des risques graves de mauvais paiements, ces risques pourraient être atténués si, par convention avec leurs clients, les banquiers refusaient de payer les chèques pour compte qui ne seraient pas barrés » (Le nouveau régime du chèque en France, p. 12 et 13, Paris 1936).

Est-il possible de garder le tirage pour compte dont

l'utilité pratique est indéniable tout en éliminant les risques de fraudes fiscales et de paiement illégitimes qu'il présente ? Tel est le problème qui se pose et que doit résoudre un décret contresigné par le Ministre des Finances qui est annoncé par le décret-loi du 24 mai 1938, mais qui n'a pas encore paru.

M. Jacques Bouteron s'est essayé à découvrir un principe de discrimination entre les tirages pour compte légitimes et ceux qui ne le seraient pas. D'après lui, le tirage pour compte peut être utilisé à deux fins : à savoir comme instrument de retrait de fonds ou comme instrument de transfert de créance. Etant donné que le décret-loi du 30 octobre 1935, article 3, alinéa a limité la capacité passive aux banquiers et assimilés, le chèque ne peut plus être employé que comme instrument de retrait de fonds. Par conséquent, le tirage pour compte n'est désormais licite que si le donneur d'ordre, c'est-à-dire le titulaire du compte, autorise le tirage, non pour éteindre sa dette vis-à-vis du tireur pour compte, mais pour permettre à celui-ci d'effectuer un paiement. Il faut donc considérer que le chèque fonctionne comme instrument de retrait de fonds lorsque son émission a uniquement pour but de permettre au tireur pour compte d'effectuer un paiement : le tirage pour compte ne doit pas servir à récupérer une créance sur le donneur d'ordre née au profit du tireur pour compte en dehors du contrat de chèque. C'est là l'idée maîtresse de la dis-

inction. Lorsqu'un individu prie une personne, qui n'est pas déjà son débiteur, de le laisser tirer au profit d'un tiers sur son compte en banque, il y a bien, en un sens, transfert de créance, de la créance que le tireur pour compte possède sur le donneur d'ordre, en contre-partie soit des fonds qu'il lui a versés comptant, soit du crédit qu'il a ouvert. Mais c'est une créance qui a pris naissance en même temps que le contrat de chèque ou tout au moins à l'occasion de ce contrat dont elle est peut-être séparée puisqu'elle doit en assumer l'exécution. Le paiement à effectuer demeure ici l'opération principale et la cause déterminante de l'émission. La créance dont il s'agit n'a pu naître qu'à cette occasion ; elle est phénomène secondaire. Au contraire, lorsque le vendeur tire sur le compte en banque de son acheteur, en contre-partie des ventes de marchandises dont celui-ci est resté débiteur envers lui, le transfert de créance constitue l'opération principale. Ce transfert est en tout cas complètement indépendant de l'émission de chèque qui a été créé non plus seulement en vue d'un paiement à effectuer, comme dans l'hypothèse visée au paragraphe précédent, mais encore et probablement surtout, en vue de mobiliser la créance du tireur pour compte sur le donneur d'ordre (La jurisprudence du chèque, n° 35 et 36, Paris, Sirey 1937).

Cette construction est ingénieuse : mais est-elle utilisable pratiquement ? Comment savoir au vu d'un chè-

que tiré pour compte si la créance est ou non connexe à l'émission de ce chèque ? Il nous semble que la difficulté reste entière.

Le décret annoncé le résoudra-t-il ? Trouvera-t-il un critère de discrimination entre les tirages pour compte légitimes et les tirages pour comptes abusifs : un critère qui ne soit ni artificiel, ni purement théorique, mais au contraire d'application aisée et simple ? Peut-être suffirait-il que le législateur complétât son texte qui prévoit déjà des opérations comportant un délai de paiement par une formule plus nette et qui serait la suivante : « ...les droits proportionnels seraient dus s'il s'agissait d'un créancier n'ayant qu'une créance à terme ».

Quant aux risques de mauvais paiements, il sera relativement facile d'y parer, semble-t-il, en prenant des mesures pour l'identification de la signature du tireur pour compte chez le banquier de celui pour le compte duquel le chèque sera tiré. C'est là une question de technique qui doit pouvoir être résolue.

Il faut venir maintenant aux modifications apportées par le décret-loi du 24 mai 1938 à l'article 65 du décret-loi du 30 octobre 1935 ; ce sont celles qui sont vraiment fondamentales. Elles peuvent se classer sous deux chefs : celles qui augmentent l'efficacité de la constitution de partie civile du porteur d'un chèque non provisionné ou contrefait et celles qui augmentent les

pénalités de ceux qui se rendent coupables ou complices de divers délits en matière de chèque.

3) *Efficacité accrue de la constitution de partie civile.*

Que la constitution de partie civile mène à des résultats plus satisfaisants qu'auparavant, c'est l'objectif du texte que voici : à l'occasion des poursuites pénales exercées contre le tireur, le bénéficiaire qui s'est constitué partie civile, est recevable à demander devant les juges de l'action publique une somme égale au montant du chèque, sans préjudice, le cas échéant, de tous dommages-intérêts. Il pourra néanmoins, s'il le préfère, agir en paiement de sa créance devant la juridiction ordinaire.

Ce texte a son origine dans une proposition de loi qu'André Hesse, député, tendant à compléter l'article 6 de la loi du 14 juin 1865 modifiée par les lois du 19 février 1874 et 2 août 1917 (chèques sans provision) : proposition n° 2463, 21 novembre 1929. Voici des extraits de l'exposé des motifs : « Les tribunaux répressifs prononcent bien contre les tireurs de chèques sans provision les sanctions prévues par la loi, mais ils ne reconnaissent à la victime du délit le droit de se porter partie civile que pour réclamer des dommages-intérêts en compensation du trouble occasionné à ses affaires par le délit ; ils le renvoient, au contraire, à se pourvoir devant juridiction civile pour obtenir contre le délinquant une

condamnation au paiement du chèque. Le résultat de cette jurisprudence qui ne s'est établie d'ailleurs qu'après de sérieuses hésitations, est d'obliger le porteur du chèque impayé aux frais et aux délais de deux instances. C'est cette inutile complication, qui n'est pas pour aider à la diffusion du chèque qu'il convient de faire cesser ». M. le député Hesse explique ensuite pourquoi la jurisprudence a admis cette thèse qu'il regarde comme mal fondée et il demande le vote de la disposition suivante : la partie lésée sera recevable à demander, devant les juges de l'action publique, contre le prévenu, condamnation ou paiement du montant du chèque à titre de restitution sans préjudice de dommages-intérêts, s'il y a lieu. Elle pourra néanmoins, si elle le préfère, agir en paiement, en vertu de sa créance primitive, devant la juridiction compétente. M. le député Hesse indique que les chambres de commerce, celle de Paris notamment, ont spontanément fourni les avis les plus favorables au vote rapide de sa proposition et il explique que la partie lésée doit pouvoir, si elle le préfère, porter son action devant le tribunal civil ou le tribunal de commerce, en vertu de sa créance primitive, « ce qui peut être important dans le cas où sa créance est assortie de garanties particulières ».

La proposition André Hesse fut l'objet d'un rapport favorable de M. Fabien Albertin (Rapport n° 3326, 22 avril 1930). Ce député rappelle que, après avoir hésité

et s'être divisée, la jurisprudence faisant une application rigoureuse du principe d'après lequel le chèque n'emporte pas novation, alloue des dommages-intérêts à la partie civile, en réparation du préjudice direct causé par le délit : mais elle considère que, pour le surplus, c'est à dire pour le montant du chèque, le créancier a une action en paiement qui doit être portée devant le tribunal civil ou le tribunal de commerce. M. le député Albertin cite dans ce sens divers jugements et arrêts, notamment des chambres correctionnelles du Tribunal de la Seine (11^{me} Chambre, 15 mai 1927) et de la Cour de Paris (9^{me} Chambre, 15 mai 1922) reconnaît que des décisions en sens contraire ont été rendues notamment par la Cour d'Aix (13 juin 1925), et par divers tribunaux correctionnels. La Cour de Cassation ne paraît pas avoir été jusqu'ici appelée à trancher la controverse. M. le député Albertin rappelle, comme M. Hesse, les inconvénients de la situation actuelle et ajoute que, dans la plupart des cas, le jugement condamnant au paiement demeurera illusoire, parce que dépourvu de sanction pratique et qu'il est évident qu'une condamnation en restitution du montant du chèque prononcée par le tribunal correctionnel et qui pourrait être poursuivie par la voie de la contrainte par corps serait autrement efficace. Il conclut enfin à l'adoption.

Au Sénat, c'est M. Curral qui s'est chargé du rapport (n° 116, 22 février 1935). Le sénateur commence par

rappeler les origines de la proposition : c'est rituel. Puis il formule l'hypothèse : l'émetteur du chèque non provisionné est traduit devant le tribunal correctionnel et le récepteur du chèque se porte partie civile à l'instance pour y demander réparation du préjudice que lui a causé le fait délictueux. Son action va se trouver limitée par le principe qui commande en même temps qu'il la règle la compétence *ratione materiae* des tribunaux répressifs quant aux demandes en réparations civiles qui sont portées devant eux communément à l'action publique : ils ne peuvent en connaître qu'autant que la réparation demandée a sa cause dans un préjudice qui se trouve être une conséquence directe de l'infraction et avoir ainsi avec elle une indiscutable relation de cause à effet. Le principe étant posé, le récepteur du chèque sans provision est-il recevable et fondé à demander à titre de réparation au tribunal répressif devant lequel l'action publique sera portée condamnation du tireur au paiement si ce n'est du chèque, tout au moins d'une somme égale à son montant ?

A cette question qui est parfaitement posée, le rapporteur répond affirmativement. Il estime avec la commission de législation civile et criminelle que le fait qu'un chèque qui lui a été remis à titre de paiement n'est pas payé à présentation faute de provision cause au récepteur un préjudice certain et immédiat égal au moins au montant du chèque : or, ce préjudice qui a sa

cause dans le fait même qui caractérise le délit, soit le défaut de provision, a avec le délit cette relation de cause à effet qui permet de conformer la demande en réparation devant les juges de l'action publique.

Il semblait qu'après cela la question était entendue et elle l'était en effet, pour l'essentiel : mais le rapporteur se lance alors dans de longues considérations d'un intérêt pratique assez mince pour savoir si l'action en réparation pourrait être basée, comme le voudrait l'auteur du projet de loi, sur le droit à restitution, le mot « restitution » étant pris dans le sens qu'il a en droit pénal, celui du rétablissement d'un état de choses antérieur auquel le fait délictueux aurait apporté un trouble contre lequel la victime a le droit d'être restituée.

M. le sénateur Curral estime qu'en thèse générale, l'on ne saurait fonder l'action en réparation du récepteur sur un « droit à restitution » qui dans bien des cas n'existerait pas, car il n'y aurait pas eu spoliation et il faut reconnaître que les arguments apportés sont impressionnants mais il ajoute immédiatement qu'il ne s'agit pas de rejeter la proposition Hesse, mais de la voter dans ce qu'elle a d'essentiel en supprimant simplement les mots « à titre de restitution » qui y figuraient. Il paraît inutile de donner à l'action en réparation une autre cause que le dommage immédiat et certain que cause au récepteur la manœuvre dolosive dont il a été victime et qui est de l'importance même du montant du chèque.

M. le sénateur Curral remarque ensuite que nombre de tribunaux correctionnels se prononcent déjà dans ce sens et que la Cour de Cassation elle-même paraît y incliner et il conclut en préconisant l'adoption de la proposition Hesse avec de légères modifications de forme, tenant pour certain que la menace d'une condamnation à paiement du montant du chèque à la fois plus expéditive et plus efficace et surtout d'une condamnation ayant à son service comme voie d'exécution la contrainte par corps sera de nature à inspirer de salutaires réflexions à ceux qui seraient tentés de commettre le délit.

Dans cette dernière phrase sont condensés les avantages de la disposition insérée à l'article 66 par le décret-loi du 24 mai 1938 : la victime d'un tireur de chèque non provisionné a le choix entre la justice ordinaire et la justice pénale. En se portant partie civile devant celle-ci, elle obtiendra plus rapidement justice et avec moins de frais, et surtout la condamnation sera assortie de la contrainte par corps, moyen de pression souvent efficace vis-à-vis des individus qui pratiquent l'industrie de l'émission de chèques sans provision.

En terminant son rapport, le sénateur Curral déclare que l'étude qu'a faite la commission de la proposition Hesse l'a conduit à se demander s'il ne conviendrait pas en même temps que d'apporter aide et protection à la victime du délit, de renforcer l'action pénale qui s'attache à sa répression.

Il montre que le délit d'émission de chèque sans provision devient de plus en plus fréquent : il se propage à une allure dont le rythme s'accélère en proportion directe de l'aggravation de la crise économique. C'est ainsi, pour ne parler que du tribunal de la Seine, qu'en 1918, il y a été jugé cinq délits de cette nature, alors qu'en 1934, il en a été jugé 3.174 ! ! ! et l'on ne parle pas des affaires classées ni des plaintes qui n'ont pas été suivies.

Cette progression est inquiétante, -car à se continuer elle risque de jeter le discrédit sur le chèque. Ici, un couplet, d'ailleurs excellent, sur les inappréciables services rendus par le chèque, puis évocation de l'exemple de l'Angleterre où l'émission sans provision est punie de hard labour et d'une très forte amende : enfin rappel sommaire de la législation française en la matière (lois du 14 juin 1865, du 2 août 1917, du 12 août 1925).

D'après la commission du Sénat, cette législation est frappée d'un vice rhédibitoire : à savoir que le tireur d'un chèque sans provision est présumé de bonne foi. Par une particularité qui, en matière pénale, demeurera une anomalie, pour ne pas dire une contradiction, le législateur en même temps qu'il créait le délit, instituait au profit de son auteur une présomption de bonne foi qui allait obliger les magistrats qui ont charge d'exercer l'action publique ou les personnes qui, à leur défaut,

voudraient la mettre en mouvement, à rapporter tout d'abord la preuve souvent difficile à faire et toujours délicate de la mauvaise foi de l'émetteur : et cette preuve, il faudra qu'on la fasse précise, expresse et non équivoque.

On a déjà, à diverses reprises, préconisé la solution que M. le sénateur Curral recommande : mais jamais on n'a pu la faire triompher. C'est un principe général de droit que la bonne foi se présume : il faudrait de très graves raisons pour l'abandonner. Or ces raisons ne paraissent pas exister ici : presque toujours la mauvaise foi sera patente ; il s'agira d'un individu qui émettra de gros chèques alors qu'il n'a plus rien ou presque rien à son compte.

Quoi qu'il en soit, dans le décret du 24 mai 1938, le gouvernement a presque purement et simplement mis en vigueur la proposition André Hesse, mais sans retenir l'addition préconisée par la commission de législation civile et criminelle du Sénat. Il a maintenu la présomption de bonne foi, mais a aggravé les peines des délits relatifs aux chèques. C'est cette aggravation qu'il nous reste à étudier.

4) *Aggravation des pénalités.*

Notons d'abord que l'article 65 du décret-loi du 24 mai 1938 est, à notre sens, mieux rédigé que ne l'était l'article 65 du décret-loi du 30 octobre 1935. Il commen-

ce par indiquer les peines applicables et il énumère ensuite les personnes qui pourraient être frappées de ces peines.

Est passible des peines de l'escroquerie prononcées par l'article 405 § 1^{er} du Code pénal, sans que l'amende puisse être inférieure au montant du chèque ou de l'insuffisance :

Celui qui, de mauvaise foi a, soit émis un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, soit retiré après l'émission tout ou partie de la provision, soit fait défense au tiré de payer :

Celui qui, en connaissance de cause, a accepté de recevoir un chèque émis dans les conditions visées à l'alinéa précédent.

Voici les peines prononcées par l'article 405 § 1^{er} tel qu'il est actuellement libellé (décret du 16 juillet 1935) : emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et amende de 1.000 francs au moins et de 10.000 francs au plus. Le décret du 24 mai adapte l'amende à la matière et décide qu'elle ne peut pas être inférieure au montant du chèque ou de l'insuffisance. Dans le décret-loi du 30 octobre 1935, l'amende ne pouvait excéder le double ni être inférieure à la moitié du montant du chèque. Il nous semble que la rédaction nouvelle est plus rationnelle. D'autre part, le décret-loi du 30 octobre 1935 renvoyait purement et simplement à l'article 405

sans plus de précision, alors que le décret du 24 mai 1938 vise bien aussi l'article 405, mais § 1^{er}.

La liste des personnes punissables s'allonge dans le décret du 24 mai 1938 : l'alinéa 1 reste inchangé, mais l'alinéa 2 est nouveau, en ce sens que jusqu'ici les textes légaux n'envisageaient pas le cas de complicité dans l'émission d'un chèque sans provision ou avec provision insuffisante. Mais la jurisprudence décidait déjà que « doit être déclaré complice de l'émission de chèque sans provision, le bénéficiaire qui ne peut avoir le moindre doute sur l'insolvabilité du tireur, lui ayant remis le jour même une somme d'argent à titre de subside et qui a eu une parfaite connaissance de l'irrégularité du chèque créé au profit et utilisé par lui pour s'en approprier frauduleusement le montant » (Tribunal correctionnel Seine, 25 nov. 1923. Gaz. Palais. 9 février 1924).

D'un autre jugement correctionnel de la Seine en date du 5 mars 1927, cité par M. Jacques Bouteron, il résulte que celui qui a aidé et assisté, en connaissance de cause, le tireur du chèque doit être déclaré complice (La jurisprudence du chèque, 1865-1937, p. 496).

Au fond, le décret-loi du 24 mai 1938 n'a fait que sanctionner la jurisprudence : mais il était désirable qu'il le fit. En effet, à mesure que la répression de l'émission des chèques non provisionnés devient plus sévère, les usuriers y trouvent leur compte, à moins qu'on ne les déclare complices. Ils prêtent de l'argent

à des fils de famille mineurs, leur font signer des chèques datés d'après leur majorité, les mettent dans leur tiroir en attendant l'échéance et les sortent alors. Pour empêcher leurs enfants d'être condamnés, les familles paient quand elles le peuvent. Cette tactique ne sera plus de tout repos, maintenant surtout qu'un texte précis existe.

L'article 66 du décret-loi du 24 mai 1938 contient encore d'autres dispositions qui ne figuraient pas à l'article 65 du décret-loi du 30 octobre 1935 : les voici :

Est passible des peines de l'escroquerie prononcées par l'article 405 § 2 du Code pénal, sans que l'amende puisse être inférieure au montant du chèque :

Celui qui a contrefait ou falsifié un chèque ;

Celui qui, en connaissance de cause, a accepté de recevoir un chèque contrefait ou falsifié.

Depuis le décret du 8 avril 1935, les peines prévues au § 2 de l'article 405 sont une possibilité d'emprisonnement de 10 années et d'une amende de 50.000 francs. Avant le décret, les peines applicables étaient soit celles de faux en écriture de commerce, soit celles de faux en écriture privée. Ces peines étaient des peines criminelles : travaux forcés à temps dans le premier cas (art. 147) réclusion, dans le second (art. 150). En conséquence la Cour d'assises était compétente avec des frais considérables ses lenteurs et ses incertitudes. Il a paru plus sage de correctionnaliser ces faits, ce qui permettra

d'arriver à une répression plus rapide et plus certaine. Les peines prévues au décret sont d'ailleurs graves puisqu'elles peuvent aller jusqu'à 10 ans de prison et 50.000 frs d'amende ou même d'avantage si le montant du chèque est plus élevé : l'amende ne pouvant être inférieure à ce montant.

Il faut encore ajouter qu'en cas de récidive, l'interdiction totale ou partielle des droits mentionnés en l'article 42 devra être mentionnée : droits de vote et d'élection, d'éligibilité, d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois, du port d'armes, de vote et de suffrage dans les délibérations de famille, d'être pris pour curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille, d'être ou employé comme témoin dans les actes, de témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations.

Enfin le décret du 24 mai 1938 spécifie que toutes les infractions ci-dessus visées sont considérées comme étant au point de vue de la récidive, un même délit. L'importance de cette disposition résulte de ce fait que la récidive correctionnelle est spéciale, c'est-à-dire que le délit intervenant après les premières condamnations doit être le même que celui qui avait motivé cette condamnation (art. 58 du C.P. modifié par la loi du 25 mars 1891).

Dans l'ensemble, le décret-loi du 24 mai 1938 apporte à la législation du chèque des modifications et des addi-

tions excellentes. Reste à savoir comment elles seront appliquées. Il est à espérer que les Tribunaux entreront dans l'esprit qui a inspiré le législateur. Il serait souhaitable qu'ils se montrent expéditifs dans la procédure qu'ils n'abusent pas des circonstances atténuantes et qu'ils ne soient pas exagérément difficiles pour admettre la mauvaise foi.

Mais à supposer que toute cette ambiance existe, la personne à laquelle est remise un chèque non provisionné ne sera pas exempte de peines et d'ennuis. Elle pourra satisfaire un certain désir de vengeance : mais il arrivera souvent que, du point de vue des réparations civiles, les condamnations même assorties de contrainte par corps resteront inefficaces. Or l'essentiel serait pour le porteur d'un tel chèque d'en obtenir le règlement.

Pourquoi ne pas donner, en France, droit de cité au chèque certifié qui, en Amérique, est si apprécié ? En règle générale, ce chèque est aussi sûr qu'un billet de banque, puisque l'établissement de crédit tiré le déclare provisionné et doit, par conséquent, le payer en toute hypothèse. On a craint qu'un tel chèque ne se maintienne trop longtemps dans la circulation en raison même de sa sécurité : mais il serait facile de parer à cet inconvénient en décidant que la garantie du tiré ne durera qu'un temps très limité. On a dit aussi que le privilège d'émission de la Banque de France serait atteint par cette pratique : mais qui ne reconnaît aujourd'hui que les ban-

ques de dépôts ne sont, en fait, des banques de circulation ? A notre sens, seul le chèque certifié peut inspirer pleine confiance, spécialement dans les pays où l'émission de chèques non provisionnés est devenue une véritable industrie.

Il va de soi que le législateur en amendant sans cesse le statut du chèque ne fait pas de « l'art pour l'art » s'il est permis de s'exprimer ainsi. Il poursuit des buts d'ordre économique. La réglementation du chèque est faite en vue de permettre à ce procédé de règlement de dégager toutes les utilités dont il est susceptible. Quelles sont ces utilités ? Quelles sont les espérances que l'on met sur le chèque ?

CHAPITRE II

LES DÉCRETS-LOIS DU 24 MAI 1938 ENVISAGÉS AU POINT DE VUE DE LEURS CONSÉQUENCES ECONOMIQUES

L'objectif est expressément indiqué dans les rapports au Président de la République qui précèdent les décrets. En ce qui concerne les droits de timbre afférents aux chèques et ordres de virement, non seulement nous pensons que les droits fixés à 0.75 par le décret du 8 juillet 1937 ne sauraient être majorés, mais nous estimons que ce taux, en particulier pour les chèques de faible importance est excessif et de nature à mettre obstacle à la vulgarisation de cet instrument de paiement.... Les règlements par chèque présentent pour l'activité économique du pays un intérêt tel qu'il importe d'en favoriser

l'usage. Pour tout dire d'un mot, ce que l'on désire, c'est que le chèque se substitue au billet de banque dans toute la mesure possible. Cela a été le leitmotiv de toutes les propositions de lois qui se sont produites depuis 1865 en matière de chèques, et sur toutes les discussions qui se sont instituées à ce sujet dans les Chambres, voici quelques extraits de l'exposé des motifs par M. de Lavenay en 1865 : « L'usage des chèques présente divers avantages. Il tend à accroître au profit des établissements de crédit l'importance des sommes mises à leur disposition par les comptes-courants ; il donne aux déposants des facilités qui leur permettent simultanément de tirer un intérêt de leurs fonds, d'avoir ces fonds toujours disponibles et de faire des paiements sans déplacement de numéraire, lorsque les chèques se multiplient et que les établissements sur lesquels ils sont tirés sont en même temps porteurs de chèques sur d'autres établissements, les avantages de ce mode de paiement se développent et beaucoup d'affaires se règlent par simples virements » (Moniteur, 7 avril 1864, p. 452). En 1911, dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi tendant à la création du chèque barré, M. Antony Rabier écrivait : « En Angleterre.....les paiements en numéraire sont remplacés par de simples virements et il en célèbre les multiples avantages : plus d'erreurs de caisse, économie de temps et d'argent, emploi plus productif de notre stock d'or et d'argent monnayé... ».

Depuis que la quantité des billets de banque s'est accrue d'une façon fantastique, les mérites du chèque ont été proclamés avec plus de ferveur encore. Dans l'exposé des motifs d'une loi du 25 janvier 1917 tendant à permettre une certaine domiciliation des chèques, le ministre des Finances, M. Ribot, écrivait : « Les circonstances actuelles imposant la nécessité de réduire autant que possible, la circulation des billets de banque, l'Etat doit favoriser tous les modes de libération permettant aux débiteurs d'acquitter leurs dettes, par voie de compensation ou par tout autre jeu d'écritures, sans mouvement de numéraire ». (J.O. de juin 1916). Le rapporteur M. Landay abondait dans le même sens « les économistes ont toujours considéré qu'il était désirable de réduire le plus possible la quantité de monnaie en circulation dans les pays qui ont une circulation métallique et où la circulation fiduciaire — consistant en billets de banque, est garantie par une encaisse métallique à laquelle elle doit rester plus ou moins exactement proportionnée — sans aller chercher les avantages que les particuliers pensent trouver dans le remplacement des paiements en monnaie par d'autres modes de paiement et en se mettant au point de vue de l'intérêt national il est clair qu'un pays qui réussirait à diminuer la quantité du numéraire en circulation rendant ainsi disponible du métal, lequel serait employé en achats ou placements à l'étranger ou encore

pour des usages industriels : réaliserait une économie et l'on peut dire en un mot un enrichissement ». (J.O. 10 juillet 1916, p. 907). Dans le rapport Curral du 21 février 1934, l'on peut lire « que le chèque est un instrument de paiement dont l'emploi rend d'inappréciables services aux besoins toujours accrus de la circulation monétaire : il est devenu aujourd'hui une nécessité économique ». Bref, de 1865 à ce jour, le législateur s'est sans cesse préoccupé de substituer le chèque aux billets de banque dans les paiements : mais il n'a pas toujours obéi aux mêmes mobiles : jusqu'à 1917, son attitude était souvent déterminée par la supériorité technique du chèque sur le billet : mais à partir de cette date, il a surtout été mû par la croyance que le chèque en se substituant au billet aiderait à conjurer la hausse des prix et la baisse du billet de la Banque de France. C'était là de hautes ambitions : étaient-elles réalisables ?

Deux très grosses questions doivent ici retenir l'attention : 1°) Etant admis qu'un pays a su instituer un excellent statut technique du chèque, s'ensuit-il nécessairement que dans ce pays les règlements par jeux d'écriture prendront la place du paiement en espèces ; 2°) à supposer qu'il en fut ainsi, les dangers de l'inflation se trouvent-ils de ce fait écartés. Tels sont les problèmes que nous allons maintenant aborder dans les deux paragraphes qui vont suivre.

SECTION I

**De l'influence d'une bonne législation
sur la diffusion du chèque**

Cette influence n'est pas niable : il est d'évidence que si le chèque est commode et sûr, le public éclairé l'emploiera plus volontiers — commode et sûr, ce sont les qualités essentielles qu'il doit avoir sous peine de tomber dans le discrédit : mais le chèque ne peut remplir le rôle qui est le sien et qui consiste à éliminer les monnaies que sous certaines conditions : il faut que les porteurs de chèques sachent et puissent s'en servir — sachent s'en servir, c'est à dire qu'en possession d'un chèque, ils n'aillent pas aux guichets du tiré pour se faire remettre des espèces. Puissent s'en servir, c'est-à-dire que toutes les personnes ayant une certaine situation aient un compte en banque. Est-ce le cas en France ? Lors de l'élaboration de la loi de 1865, il ne s'agissait déjà que de modifier et d'amender le statut du chèque, de remplacer le chèque récépissé par le chèque mandat, le chèque usité en Angleterre. C'était un progrès : mais est-ce que, du même coup, les règlements par chèques allaient comme en Angleterre, remplacer les règlements par billets ?

a) LES MODES DE PAIEMENT EN ANGLETERRE ET EN FRANCE.

Les auteurs de la loi n'avaient pas cette illusion, en

Angleterre écrivait M. de Lavenay, presque tout le monde, commerçant ou non commerçant, a son banquier : il n'y a pour ainsi dire pas de caisses privées. Il en résulte que tout débiteur, qui veut se libérer, donne un chèque sur le banquier qui lui sert de caissier : le créancier qui a lui-même son banquier pour caissier, accepte volontiers le chèque qu'il envoie tout de suite à ce banquier pour être porté au crédit de son compte-courant : enfin l'organisation du Clearing-House permet d'effectuer chaque jour, rapidement et économiquement, la liquidation générale des chèques qui, presque tous, arrivent pour ainsi dire naturellement entre les mains des banquiers faisant partie de cette institution. On comprend comment la simplicité de ce mécanisme a dû propager l'usage des chèques : mais il repose tout entier sur cette habitude essentiellement anglaise de ne pas avoir de caisses privées. En France, chaque particulier, commerçant ou non, a sa caisse : les rapports avec le banquier sont accidentels : on ne dépose guère en compte courant que l'excédent de ses besoins prévus : ces chèques émis ont plus fréquemment pour objet d'alimenter la caisse privée que de faire des paiements à des tiers : lorsqu'un chèque est offert en paiement à un tiers, ce tiers, qui n'a lui-même ni compte-courant, ni banquier, préférerait du numéraire. Dans cette situation on comprend que la propagation de l'usage du chèque rencontre des difficultés» (Monit. 24 février 1865 p. 190).

Au même moment, M. Darimon faisait écho à M. de Lavenay et écrivait : « La plus grande difficulté que rencontrent chez nous ces utiles institutions, c'est l'habitude invétérée que l'on a en France, de conserver chez soi des sommes et des valeurs inactives. Cette habitude existe non seulement chez les simples particuliers, mais encore chez tous les commerçants et tous les industriels. Chacun a son caissier et sa caisse, malgré les pertes de temps que cela procure, les dangers de vol et d'incendie que l'on court et le risque d'infidélités trop fréquentes. On n'a que peu ou point de rapports avec le banquier et seulement au moment des escomptes, à des échéances. Si on a un compte-courant, on y dépose juste que l'excédent de ses besoins prévus. Quant à ceux qui possèdent un compte-courant en banque et qui paient par voie de virements, ils composent une sorte de classe privilégiée fort restreinte : c'est en quelque sorte l'aristocratie du commerce et de la banque ». (Monit. 6 mai 1865). Ces habitudes remontaient à loin. Dans son histoire des Doctrines relatives au crédit et à la monnaie (Paris Sirey 1938), M. Charles Rist écrit que « les particuliers, au début du XVIII^e siècle, n'ont pas encore perdu l'habitude d'accumuler chez eux, comme cela se faisait couramment au XVII^e, des sommes considérables en espèces. Il n'était pas rare à cette époque, de voir des successions de plusieurs centaines de milliers de francs en espèces. Sainte-Beuve, dans son Port-Royal, nous parle d'un M. de Cha-

vigny, grand ami de Richelieu, qui laisse à sa mort, outre 973.000 livres en effets, une somme de 300.000 livres en pistoles « qui étaient dans le coffre de sa chambre » (Port Royal, livre II, chapitre V, note I). M. Charles Rist cite encore Hume qui écrivait en 1741 : « Les Français n'ont pas de banques de sorte que beaucoup d'entre eux ont de grandes sommes dans leurs coffres (Hume, *Essays on the balance of trade* XXVII).

Actuellement on compterait sur le bout des doigts les successions riches en espèces : est-ce à dire qu'il n'y en a plus ?

Depuis 1865, la situation s'est sans doute modifiée mais pas fondamentalement. En 1917, M. le député Bokanowski pouvait écrire, sans être contredit : « Celui qui a étudié au cours de ces vingt dernières années notre système de banque et de crédit a été frappé de ces deux faits : la rareté des comptes de dépôts dans nos banques, comparativement à ceux des banques étrangères ; l'abondance de monnaie. En Amérique, et en Angleterre, tous les industriels et les commerçants, ont leur compte à la banque : ils chargent leurs banquiers de tous leurs règlements — l'anglo-saxon paie ses fournisseurs, ses dépenses ménagères et jusqu'à sa note de blanchisseur, au moyen de chèques — Le Français de situation sociale moyenne, a tout juste renoncé au bas de laine et à la cachette de nos aïeux — notre population principalement agricole a conservé l'amour des espèces sonnantes et tré-

buchantes — Chacun garde par devers soi, tant en espèces qu'en billets, les sommes nécessaires, au règlement des affaires. D'importantes négociations : acquisition d'immeubles, de fonds de commerce, souscriptions, etc... sont soldées en billets de banque. Grand nombre d'individus ou d'administrations considèrent encore les chèques avec méfiance ». (J.O. 19 avril 1917 p. 257).

M. le député Bokanowski constate qu'à la fin de 1912, la Banque de France avait émis 3 milliards 537 millions pour une encaisse métallique de 3 milliards 933 millions alors que la Banque d'Angleterre n'avait en circulation que 719 millions pour une encaisse de 812 millions.

La situation n'a fait qu'empirer depuis — actuellement, c'est-à-dire au milieu de l'année 1938, la circulation des billets en France dépassa largement 100 milliards alors qu'elle est en Angleterre de moins de 500 millions de livres sterling, soit au cours du change, 8 milliards 900 millions — Par contre, en Angleterre les disponibilités du public constituées par des soldes créditeurs dans les banques sont de l'ordre de 3 milliards de livres sterling, soit environ 534 milliards de francs, alors que chez nous les mêmes disponibilités ne dépassent pas une soixantaine de milliards. Voici quelques chiffres dans le bilan de la Banque de France et de ses succursales au 23 décembre 1937 au soir, bilan soumis à l'assemblée des actionnaires le 28 janvier 1938, les comptes-courants et comptes de dépôts de fonds s'élevaient à

16.548.443.154 fr. dans le bilan de la Société Générale au 31 décembre 1937, bilan soumis à l'assemblée générale des actionnaires du 25 avril 1938, les comptes de chèques s'élevaient à 2.723.060.831 fr. 27 ; les dépôts à échéance fixe à : 244.993.300 ; les comptes courants divers à 6.281.233.380, dans le résumé du bilan général définitif du Crédit Lyonnais au 31 décembre 1937, bilan soumis à l'assemblée des actionnaires le 5 avril 1938, les dépôts et bons à vues s'élevaient à : 4.613.053.859,07, les comptes-courants à 6.486.998.785,89. Dans le bilan au 31 décembre 1937 du Comptoir National d'Escompte de Paris, le bilan soumis à l'assemblée des actionnaires du 10 mai 1938, les comptes de chèques et comptes d'escompte s'élevaient à : 3.950.021.225,27 ; les comptes-courants s'élevaient à : 3.660.347.287,83. Dans le bilan au 31 décembre 1937 de la société générale de crédit industriel et commercial, bilan soumis à l'assemblée générale des actionnaires du 22 mars 1938, les comptes chèques s'élevaient à : 352.697.725,69 ; les comptes-courants à 1.516.733.296.

Ces banques ne sont naturellement pas les seules qui existent en France, mais ce sont de beaucoup les plus importantes en tant qu'organismes de thésaurisation collective. Dans le rapport du Conseil d'administration de la Société générale il est noté que les dépôts de la clientèle se sont élevés de 9 milliards 53 millions à 9 milliards 249 millions, soit une augmentation de 196 millions c'est-

à-dire que l'augmentation est infime. Le rapport du Crédit Lyonnais est plus explicite à cet égard : le chiffre de notre portefeuille, nos comptes-courants débiteurs marquent au bilan 1937 une certaine progression par rapport à 1936, nos dépôts, nos comptes-courants créanciers enregistrent également une plus-value — mais ces variations qui ont porté surtout sur les bilans de nos agences à l'étranger, s'expliquent principalement par la hausse des changes. Elles ne sont donc pas une source de satisfaction et ne sauraient masquer une vérité préoccupante. En réalité les ressources confiées aux banques, qui sont toujours concurrencées par les organismes officiels ou privilégiés, n'augmentent pas ; quoique exprimés en monnaie dépréciée, les bilans des principaux établissements de crédit marquent même, par rapport à ce qu'ils étaient en 1929 ou 1930, une régression très importante » — même son de cloche dans le rapport du Conseil d'administration du Comptoir National d'Es-compte de Paris « nos déposants nous ont maintenu la confiance que justifient nos méthodes d'exploitation ; mais les craintes que n'a presque pas cessé d'inspirer la situation monétaire, la réduction des disponibilités du public sous l'empire de la hausse des prix n'ont pas permis l'augmentation de nos dépôts en francs ».

b) LES RAISONS DE LA DISPROPORTION DES COMPTES EN BANQUE EN ANGLETERRE ET EN FRANCE.

Il est indispensable d'insister un peu sur les causes

de cet état de choses. Ces causes sont fort nombreuses et le rapport du Conseil d'administration du Comptoir d'Escompte en indique plusieurs. On y lit que « le rôle que jouent les banques en diffusant les titres du Trésor et en souscrivant ses bons à court terme, les services qu'elles procurent au public en distribuant régulièrement le crédit, justifieraient qu'aucun obstacle ne soit apporté à l'expansion de leurs dépôts. La concurrence des organismes privilégiés ne leur permet pas cependant de centraliser tous les fonds dont le marché devrait pouvoir bénéficier par leur intermédiaire. Lorsque se produit un déplacement de capitaux vers l'étranger, elles sont les premières à en souffrir. L'institution du relevé de coupons, les formalités auxquelles sont soumis les titulaires de coffres sont autant d'entraves.... La loi de 40 heures bouleverse les exploitations. Elle contraint, suivant les nécessités locales à fermer certains sièges le lundi et d'autres le samedi. Elle oblige à concentrer les encaissements sur quatre jours de la semaine au lieu de six...

A notre sens, la modestie relative des disponibilités mises par le public en compte dans les banques s'explique principalement par les causes suivantes : sécurité insuffisante des dépôts, craintes du fisc, manque de stabilité de notre monnaie.

1) *Sécurité insuffisante des dépôts.*

Après guerre, les banques ont poussé en France, com-

me des champignons — certaines n'étaient que des machines à escroquer ; d'autres étaient dirigées par des gens sans expérience qui croyaient le métier facile. Des sommes considérables ont été perdues dans ces banques et le public, spécialement dans les sous-préfectures et la campagne environnante, a perdu confiance — sans doute, les déposants auraient pu mettre leurs disponibilités à la Banque de France qui a des succursales sur toutes les places les plus importantes : mais elle ne fait pas de publicité, elle est assez formaliste et elle ne donne pas d'intérêt aux dépôts — sans doute, ils auraient pu aussi s'adresser aux établissements de crédit, comme Le Lyonnais, la Société générale. qui ont résisté à la crise ; mais les directeurs des succursales connaissent moins bien que les banquiers du crû la mentalité de chaque place et sont aussi moins accommodants.

Depuis 1929 on a vu dans une foule de petites villes des banques établies parfois depuis longtemps, tomber en faillite ou en liquidation judiciaire et du même coup les personnes possédant des disponibilités ont été portées à les conserver chez elles. Pour leur faire retrouver le chemin des banques, il faudrait assurer le remboursement des dépôts. Beaucoup de pays l'ont tenté et ont réglémenté les banques de dépôts. non pas seulement dans ce but d'ailleurs, mais par d'autres considérations d'un ordre plus important encore. L'exemple de la Belgique est à cet égard tout à fait significatif. Dans le rapport

au roi qui précède l'arrêté du 9 juillet 1935, l'on trouve des considérants extrêmement intéressants. « La science économique a, depuis longtemps déjà, fait ressortir l'unité foncière de la circulation monétaire légale, telle qu'elle existe dans la plupart des états modernes, sous la seule forme de billets et d'engagements à vue de l'institut d'émission et de la circulation scripturale des dépôts et autres engagements à vue des banques particulières. De pauvres différences existent sans doute entre ces deux circulations, mais elles relèvent bien plus de l'aspect légal et juridique que de la réalité économique à laquelle l'Etat ne peut pas, le voulut-il, rester étranger. Les devoirs qu'une pareille situation impose à l'Etat sont encore accrus par l'importance relative croissante des banques dans l'économie générale — leur rôle a grandi à ce point que tout ébranlement sérieux d'une banque de dépôts de quelque envergure a des répercussions immédiates et d'une portée souvent imprévisible sur l'économie de tout un pays. La vague de méfiance, partie d'un point peut-être transportée à raison de l'enchevêtrement des rapports sociaux en quelques jours, voir même en quelques heures, à d'autres banques et, de proche en proche, à une série d'entreprises. Le retrait des dépôts, le resserrement des crédits, l'inquiétude générale, la thésaurisation peuvent se développer dans une mesure hors de proportion avec l'évènement initial. Il est donc de toute nécessité de chercher à pré-

venir la première commotion, notamment par l'introduction dans le statut même des établissements bancaires de l'obligation d'observer des règles de prudence conformes à la nature même de leurs engagements ».

Ces observations et déductions sont d'une indéniable exactitude : Les contribuables français le savent bien, l'Etat ayant cru devoir renflouer, sous peine d'incidences catastrophiques, des établissements qui s'étaient départis des règles de prudence nécessaire — une réglementation paraît donc indispensable : mais comment en élaborer une qui soit efficace sans entraver la marche des établissements de crédit ?

Voici comment se présente cette réglementation là où elle existe, spécialement en Belgique. La création des banques de dépôts et la fusion de celles qui existent ne sont pas libres — il y a une procédure d'inscription contrôlée — puis une publication de la liste limitative de ces banques — et en contrepartie des sanctions contre ceux qui prendraient abusivement ce titre. Une fois créées, ces banques sont en permanence, soumises à des contrôles complexes et plus ou moins poussés du gouvernement ; des commissions bancaires dont les membres sont généralement nommés par l'exécutif : par exemple aux Etats-Unis, depuis le Banking Act de 1935, le Board of Governors of the Federal Reserve system qui est composé de sept membres nommés pour 14 ans par le Président avec l'assentiment du Sénat : de la Banque d'émis-

sion et de «reviseurs» qui ressemblent assez aux commissaires des comptes, mais avec des pouvoirs élargis. En Belgique le rôle essentiel est joué par la commission bancaire ; c'est elle qui reçoit les demandes d'inscription des banques et qui les accepte ou les rejette, sauf appel au ministre des Finances. C'est elle aussi qui fixe les coefficients de liquidité et de sécurité. Un certain capital initial est nécessaire, en Belgique il est de l'ordre de 10 millions. Il faut qu'il y ait une certaine proportion d'ailleurs variable avec les circonstances et fixée par la commission bancaire entre les liquidités et les engagements à vue et à court terme et une autre proportion entre le capital et les réserves d'une part et le montant cumulé des dépôts et engagements à vue d'autre part. Les réserves légales sont obligatoirement investies dans les fonds d'Etat et de multiples précautions sont en outre prise pour séparer complètement les banques de dépôts des banques d'affaires — les comptes de ces banques sont soumis à une large publicité.

En somme, dans tous les pays où le contrôle des banques de dépôts a été institué, il se présente sous des formes très complexes — et, malgré cela, il ne s'est pas révélé pleinement efficace — qu'on nous excuse dans une matière aussi difficile d'émettre une suggestion ? Serait-il impossible d'organiser les banques de dépôts d'un pays sur le même modèle que la compagnie des agents de change de Paris ? Ces banques seraient déclarées tou-

tes solidaires pour faits de charge mais, en revanche, leur création et leur vie seraient sous le contrôle de délégués de la profession. Répartis sur un grand nombre d'établissements ces risques ne seraient peut-être pas trop lourds et ils pourraient être couverts par des assurances. Il n'est pas désirable que le métier de banquier soit ouvert à tout venant, comme il l'est actuellement, réserve faite de la loi du 19 juin 1930 qui n'exclut de cette profession que les personnes tout à fait indésirables. « On ne cherche nullement, dit M. le Professeur Jean Escarra à imposer cette loi, à définir la profession de banquier, à limiter le nombre de ceux qui l'exercent, à exiger leur affiliation à un organe corporatif ou tout le moins leur inscription sur une liste tenue par une autorité compétente. En fait, tout le monde en France peut être banquier et porter ce nom dès qu'il fait une quelconque des multiples opérations de banque. Il suffit de lire le «Bottin» à la rubrique «Banques et Banquiers» pour voir que la même dénomination est donnée aux plus grands établissements, à des particuliers exerçant réellement la profession de banquiers et à des affaires inconnues ou même suspectes, ce qui crée une confusion fâcheuse dans l'esprit du public et n'est pas sans contribuer à faire naître et à entretenir une certaine méfiance à l'égard des banquiers en général » (Principes de droit commercial t. VI, p. 64, Paris Sirey 1936).

2) *Méfiance du fisc.*

A côté de la méfiance à l'égard des banques, il y en a une autre qui entrave le développement des comptes en banque : c'est la méfiance vis-à-vis du fisc, due au droit d'investigation de l'administration. Ce droit est actuellement réglementé, principalement, par le décret-loi du 20 juillet 1934, établissant une nouvelle codification des lois relatives aux impôts cédulaires et à l'impôt global. Pour permettre le contrôle des déclarations d'impôts souscrites tant par les intéressés eux-mêmes que par un tiers, tous banquiers administrateurs de biens et autres commerçants faisant profession de payer des revenus de valeurs mobilières, ou dont la profession comporte à titre accessoire les paiements de cette nature, ainsi que pour les commerçants qui ne sont pas soumis au régime du forfait... sont tenus de représenter, à toute réquisition des agents des contributions directes ayant au moins le grade de contrôleur, les livres dont la tenue est prescrite par le titre II du Code de commerce ainsi que tous les livres et documents annexes, pièces de recettes et de dépenses ». En fait ce droit d'investigation est relativement peu exercé par les agents du fisc qui sont submergés par les papiers : mais il est susceptible de l'être — et le public l'a en exécution. Il se fait ouvrir des comptes à l'étranger ou achète des coffres-forts et y met ses disponibilités ou tout simplement les garde chez lui là où il peut. C'en est à ce point que certains créanciers consentent des escomptes relativement élevés à

leurs débiteurs qui les paient en billets au lieu de chèques. A côté des avantages de justice que présentent les impôts personnels, ils ont l'inconvénient de nécessiter des contrôles très serrés — Il s'est établi une sorte de «match» entre le fisc et les contribuables. Le fisc s'efforçant de les faire payer ce qu'ils doivent, les contribuables s'évertuant à frauder parce qu'ils trouvent les taux insupportables, et surtout parce qu'ils croient que les deniers de l'Etat ne sont pas tous employés à des fins d'intérêt général.

3) *Instabilité de la monnaie.*

Il y a enfin une dernière et très grosse raison qui fait que les comptes en banque sont en régression plutôt qu'en augmentation : c'est l'instabilité de la monnaie soulignée par des dévaluations successives et répétées dans un espace de temps très court. A quoi bon épargner si ces épargnes fondent d'elles-mêmes comme neige au soleil. Comment épargner, alors que le prix de toutes choses augmentent plus rapidement que les revenus, du moins pour les 3/4 de la population ? Depuis 1936, 4 ou 5 millions de Français ont vu croître leur pouvoir d'achat ; mais les autres ? Le public «se place» sur l'or, sur les devises appréciées, sur les valeurs étrangères. Comme la situation extérieure n'est pas rassurante, il garde aussi quelques billets de mille francs pour l'éventualité de guerre. Mais il n'alimente les comptes qu'il a dans les banques que dans la mesure indispensable,

c) **INEFFICACITÉ DES DÉCRETS-LOIS DU 24 MAI 1938 A CES
DIVERS POINTS DE VUE.**

Dans une telle ambiance, il est à présumer que les amendements, si heureux soient-ils, apportés à la législation du chèque par les décrets du 24 mai 1938, ne seront pas d'un grand poids pour le développement des comptes en banque. Et cependant, sans ce développement, le chèque ne peut pas se substituer au billet de banque. Comme le disait déjà M. de Lavenay en 1865, le chèque « est l'instrument de service des comptes-courants » (1). Pour qu'il puisse jouer le rôle qui est le sien, il faut qu'il y ait des comptes de dépôt, en nombre considérable. Mais admettons que, par un véritable miracle, les Français aient tous des comptes en banque, comme les Anglais, les méfaits de l'inflation seraient-ils du même coup conjurés ? Telle est la question fort délicate qui doit maintenant être étudiée.

SECTION II

**Comparaison d'une circulation de monnaies métalliques
et de billets de banques et d'une circulation
de chèques avec virements et compensation au point
de vue de l'inflation et de ses effets**

Dans cette matière si complexe, il est, semble-t-il, nécessaire de se placer à deux points de vue : le point de

(1) Peut-être l'expression dont se sert M. de LAVENAY n'est-elle pas très exacte et serait-il préférable de la remplacer par celle de comptes de dépôt.

vue de l'intérêt particulier et le point de vue de l'intérêt général, d'où deux subdivisions.

a) L'INTÉRÊT PARTICULIER.

Du premier point de vue, voici, semble-t-il comment la situation se présente : pour le tireur et pour le tiré, il est préférable que la circulation soit en chèques ; mais pour le bénéficiaire, il est préférable qu'elle soit en billets. Si le débiteur s'acquitte en chèque, il garde trace des paiements qu'il fait grâce aux talons des chèques. Il court moins de risques de perte, de vol d'incendie, les frais sont minces : il verse exactement ce qu'il doit. Bref pour le débiteur, le chèque est un procédé plus pratique que le billet.

Le tiré trouve aussi des avantages au système des chèques actuellement les banques et assimilés peuvent seuls être tirés. Or l'émission des chèques suppose que le tireur a un compte. Ce compte, dès qu'il est un peu important, est pour les banques une source de profits constants — d'autre part, il y a des chances que les porteurs de chèques finissent eux aussi par se faire ouvrir des comptes de façon à opérer leurs recouvrements avec plus de facilités surtout si la pratique du barrement se généralise comme cela paraît être le cas — Tireur et tiré trouvent donc profit à la généralisation des chèques.

Par contre, du côté du bénéficiaire, le règlement en billets de banque apparaît comme bien préférable.

D'abord, il est plus sûr de la valeur d'un billet, le chèque pouvant n'être pas provisionné. Il a moins de chances d'être «repéré» par le fisc : il n'a pas à attendre devant les guichets d'une banque, perdant ainsi du temps et de l'argent ou à envoyer le chèque à sa propre banque, ce qui nécessite aussi des frais. De sorte que, si l'on considère les intérêts privés, l'on peut dire qu'ils ne concordent pas : quels sont ceux dont il convient de tenir le plus de compte ? C'est une question d'appréciation : adhuc sub judicelis est.

b) L'INTÉRÊT DE LA COMMUNAUTÉ.

Que si l'on se transporte sur le terrain de l'intérêt général, la réponse n'est pas aussi simple qu'on le dit dans la presse ou dans les discours des gouvernants. On demande aux règlements par chèques d'amener une baisse des taux d'intérêts et d'enrayer la hausse des prix consécutive à une circulation monétaire élevée mais c'est trop lui demander, comme nous allons voir.

La diffusion des chèques et l'argent bon marché sont des effets et des effets d'une même cause qui est l'habitude du public de ne pas garder de disponibilités par devers lui, mais de les confier aux banques. Entre ces deux choses, il y a des rapports de concomitance et une dépendance. Il faut toujours revenir à la formule de M. de Lavenay : le chèque est l'instrument de service des comptes-courants et il n'est que cela. Pour aboutir au

résultat que l'on a en vue, il faudrait donc s'efforcer par tous les moyens de développer le nombre et l'importance des comptes en banque. Le fait-on, Il ne suffit pas de doter le chèque d'un bon statut.

Il est d'évidence que si tous les Français ayant quelque bien se faisaient ouvrir des comptes dans les banques et y plaçaient leurs disponibilités, les taux de l'intérêt à court terme baisseraient immédiatement et sans doute aussi les taux de l'intérêt à long terme, à la condition toutefois que la monnaie fut stabilisée. Du même coup les affaires seraient facilitées — car l'intérêt est un élément important du coût de revient — S'il était abaissé, la vente des produits s'acroîtrait du fait même mais l'importance de ce facteur ne doit pas être exagérée. L'argent même très bon marché n'est pas toujours demandé : il ne l'est que si les profits sont possibles. Or actuellement ils ne le sont pas toujours : des entreprises travaillent à perte : comment alors en créer de nouvelles dans la même branche, avec des chances de durée et de bénéfices légitimes ? D'autre part, si les taux d'intérêt baissent, le pouvoir d'achat des prêteurs diminue. L'argent bon marché n'est certes pas un facteur négligeable : il est fort utile à l'Etat qui emprunte à jet continu : à la longue, il entraîne la hausse des rentes et peut permettre des conversions fructueuses. Mais comment arriver à des bas taux d'intérêts, alors que le billet détaché de l'or perd sans cesse de sa valeur ?

1) *Toute monnaie est une cause d'inflation et de hausse des prix.*

Tout le problème se ramène donc à rechercher pourquoi le billet perd ainsi de sa valeur et comment y parer. Or l'opinion quasi-générale dans les milieux parlementaires, dans la presse et dans le public est que si le billet de banque a sans cesse un pouvoir d'achat moindre, c'est qu'il y en a trop, c'est que l'émission est trop abondante. D'où toute la campagne qui s'est faite pendant la guerre et qui continue aujourd'hui tendant à substituer le chèque aux billets de banque. Dans un article récent d'un grand journal, l'on pouvait lire ce qui suit, sous le titre : « Généralisons l'emploi du chèque ». « Le gouvernement s'efforce de rendre plus général l'emploi du chèque, ce moyen de paiement commode et dont la généralisation n'entraîne aucune inflation.... ». Dans le « Figaro » un spécialiste des questions financières, M. F. F. Legueu écrivait il y a peu de temps « les billets en circulation de la Banque de France forment un total de quelque cent milliards. Rien ne montre mieux l'avilissement du franc mais le fait a une signification plus profonde : il révèle une évolution à contre-sens des méthodes de crédit..... Dans ces phénomènes, le fil d'Ariane, c'est que la masse des billets en circulation dépend de trois facteurs principaux : le prix, l'activité des transactions, les habitudes de la population selon qu'elle emploie de préférence des billets ou des moyens bancaires de paiement, c'est-à-dire les chèques et les virements ».

M. Legueu observe que les prix et l'activité économique peuvent faire l'objet d'évaluations plus ou moins approximativement chiffrées et qu'on peut ainsi mesurer la circulation normale des billets. D'après lui, une part considérable de la circulation des billets ne s'explique d'aucune manière par l'évolution des prix, ni par l'activité de la vie économique — cette part atteint plusieurs dizaines de milliards, comment l'expliquer ?

« De toute évidence, dit ce spécialiste, ce sont toujours les habitudes de la population qui jouent un rôle déterminant — malgré la loi d'inertie qui commande les mouvements de l'épargne, il est peu vraisemblable que celle-ci s'obstine à chercher dans le billet une sécurité de haute qualité. Alors ? On est amené à se demander si elle ne se flatte pas d'y trouver une commodité qui a été rendue précieuse et qui est le secret.

Le billet est un moyen de paiement anachronique, mais il ne laisse pas de trace. Le chèque ou le virement lui sont infiniment supérieurs, mais ils impliquent l'existence d'un compte en banque et ce compte a été présenté trop souvent avec une maladresse insigne comme une souricière fiscale. Déjà peu enclins à l'usage des monnaies scripturales et très arriérés à cet égard, beaucoup de Français sont revenus du chèque au billet.

Ce que coûte à la collectivité nationale cette régression désastreuse, il est difficile de l'exposer en peu de mots. On peut imaginer en observant que l'Allemagne et l'Ita-

lie ont réussi, jusqu'à présent, leurs acrobaties financières précisément par l'emploi systématique de la pratique inverse. Ici le gouvernement a annoncé un petit effort en faveur des moyens bancaires de paiement. J'ose exprimer le vœu qu'il aille plus fort et plus loin, qu'il ait à cet égard une politique cohérente et qu'il prêche l'exemple en décidant que le Trésor ne paiera jamais à qui que ce soit une somme supérieure à 1.500 ou 2.000 francs autrement que par chèque. C'est une des conditions nécessaires du salut ».

Cet article est intéressant d'abord en ce qu'il émane d'un financier averti, mais surtout en ce qu'il reflète l'opinion d'une grande partie des milieux politiques et des milieux d'affaires. On fonde ou l'on fait semblant de fonder de très vaste espoirs sur la substitution du chèque au billet de banque. Ces espérances ne sont-elles pas pour une forte proportion, illusoires ?

Admettons tout d'abord que, selon le vœu de M. F.F. Legueu, le Trésor ne paie plus qu'en chèques une somme supérieur à 1.500 ou 2.000 francs — qui empêcherait le titulaire de ces chèques de se faire régler en billets ? Le profit serait mince, mais ce n'est là qu'un bien petit côté de la question. Le problème fondamental est de savoir si, comme on le lit dans les journaux, le billet de banque est seul générateur d'inflation, alors que le chèque ne le serait pas.

Notons d'abord, avec M. Charles Rist que les écono-

mistes du XVIII^me siècle ne faisaient pas de différence entre le billet de banque et l'inscription en banque que l'on fait circuler par virement. La monnaie « scripturale » dont certains écrivains d'aujourd'hui nous parlent comme d'une nouveauté.....était bien connue du XVII^e et XVIII^e siècles. Elle est même antérieure au billet de banque. Les grandes banques de dépôts : Amsterdam, Venise, Londres l'utilisent et certaines en rendent l'usage obligatoire. Entre cette monnaie et le billet de banque, nul ne relève alors de différence de nature : la commodité seule diffère « si les paiements dans une banque nationale se font en écritures ou virements de parties, écrit Cauvillon, il y aura cet avantage qu'on n'y sera pas sujet aux falsifications, au lieu que si la banque donne des billets on en pourra faire de faux et causer du désordre : il y aura aussi ce désavantage que ceux qui sont dans les quartiers de la ville, éloignés de la banque, aimeront mieux payer et recevoir en argent que d'y aller et surtout ceux de la campagne : au lieu que si on répand des billets de banque, on s'en pourra servir de près et de loin. On paie dans les banques de Venise et d'Amsterdam en écriture seulement, mais à celle de Londres, on paie en écritures, en billets et en argent, au choix des particuliers ; aussi c'est aujourd'hui la banque la plus forte » (Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours. Paris Sirey 1938, p. 52).

Ailleurs M. Charles Rist loue grandement Tooke d'avoir apparenté le billet de banque, non pas au papier-monnaie, mais aux effets de commerce, aux lettres de change et enfin aux inscriptions en compte-courant utilisables par chèques, à ce que l'on appelle aujourd'hui la « monnaie scripturale ». D'après lui et Mrs Thaller et Percerou (*Traité de droit commercial*, 1931, 8^{me} édition, n° 1631, p. 972), les billets de banque sont simplement des effets de commerce à vue et sans intérêt tirés sur un banquier et acceptés par lui. L'inscription en compte-courant est un engagement à vue d'un banquier au même titre que le billet. Quand le client d'une banque fait escompter un effet de commerce, la banque substitue sa promesse de payer à celle de l'accepteur : que cette promesse soit constatée par un billet circulant de main en main ou par une inscription dans ses livres, transférable grâce aux chèques détachés d'un carnet remis par la banque à ses déposants, les effets économiques sont identiquement les mêmes (1).

Il ajoute un peu plus loin que, de période en période, les économistes ont dû redémontrer la thèse de Tooke, ce qui n'a pas empêché pendant la grande guerre la campagne des banques d'émission (aussi bien en France

(1) Les formules employées par M. Charles Rist manquent peut-être un peu de netteté : au lieu de dire que la banque substitue sa promesse de payer à celle de l'accepteur, il serait sans doute préférable de dire que la banque remplace dans la circulation l'effet escompté qui lui est remis par la possibilité pour le remettant de tirer des chèques sur elle.

qu'en Allemagne) en faveur du chèque, sous prétexte que l'emploi du chèque n'entraînait pas de hausse des prix comme le faisait l'émission des billets (Charles Rist, Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie, p. 194, 195, 197).

Cette croyance est actuellement encore très enracinée et elle peut invoquer d'illustres patronages : Ricardo notamment et Sir Robert Peel. Voici comment s'exprimait ce dernier lors de la discussion de l'Act de 1844 : « Je dois déclarer dès l'abord que par le mot « monnaie », j'entends désigner la monnaie métallique du royaume et les effets payables à vue au porteur. Par le mot « monnaie de papier » je désignerai uniquement ces effets. Je ne comprends pas dans ce terme les lettres de change, les tirages sur les banquiers (chèques) ou autres formes de crédit. Il y a dans mon opinion une distinction importante entre le caractère d'un billet payable à vue au porteur et les autres formes de papiers de crédit ainsi qu'entre *les effets qu'ils produisent respectivement sur les prix des denrées et sur les changes*. L'un répond à tous les usages de la monnaie, passe de main en main, sans endossement, sans examen quand il n'y a pas de soupçons de fraude et il est bien ce que sa désignation implique : une monnaie ou un instrument de circulation... ».

En somme, deux thèses extrêmes s'opposent : l'une qui estime que les inscriptions en compte ont les mêmes

effets sur les prix et sur les changes que les émissions de billets ; l'autre qui prétend que seules les émissions excessives de billets sont néfastes. Le fait même que ni l'une ni l'autre de ces thèses n'arrive à évincer l'autre, donne à réfléchir. Voici comment nous voyons la question.

A notre sens, toute augmentation de monnaie (1) quelle que soit cette monnaie tend à influencer les prix dans le sens d'une hausse. Mais cette tendance est plus ou moins forte selon l'espèce de monnaie qui est accrue. Telles sont les deux propositions que nous voudrions appuyer de quelques arguments.

Examinons d'abord le cas d'afflux de métaux précieux. Il y a quasi-unanimité parmi les économistes pour reconnaître que les prix des choses vont monter ou tout au moins vont avoir tendance à monter. Tous les témoignages s'accordent pour constater au XVI^me siècle non seulement un énorme relèvement des prix, mais aussi un accroissement général de l'activité économique en Europe (Paul Harsin, *Les doctrines monétaires et financières en France aux XVI^me et XVII^me siècles*, Paris 1935).

M. Charles Rist déclare qu'au début du XVIII^me siè-

(1) Nous entendons ici le mot « monnaie » dans un sens tout à fait large : or, argent, billets, chèques, lettres de change, etc..., sans toutefois méconnaître que, au point de vue technique, cette conception prête à des critiques.

cle, la coïncidence de l'élévation des prix et de l'accroissement des métaux précieux apparaît comme une vérité incontestable et incontestée. « Tout le monde est d'accord, dit Cauvillon, que l'abondance de l'argent ou son augmentation dans le troc enchérit le prix de toutes choses. La quantité d'argent qu'on a apportée d'Amérique en Europe depuis deux siècles, justifie par expérience cette vérité ». Même son de cloche dans Smith : « La découverte des mines abondantes d'Amérique semble avoir été la seule cause de la diminution de valeur de l'argent par rapport à celle du blé. Tout le monde l'explique de la même manière et il n'y a jamais eu aucune dispute, soit sur le fait même, soit sur sa cause. La plus grande partie de l'Europe a fait pendant cette période des progrès en travail et en bien-être et par suite la demande d'argent a dû s'accroître en même temps, mais il semble que l'accroissement de l'offre a excédé celui de la demande et fait par suite baisser considérablement la valeur du métal » (*Richesse des Nations*, édit. Comment. 1, p. 191).

Est-ce à dire qu'il y a une proportion rigoureuse entre l'augmentation de monnaie et l'augmentation des prix ? Smith laisse clairement entendre que non et Montesquieu lui fait ici écho : « Si depuis la découverte des Indes, l'or et l'argent ont augmenté en Europe d'un à vingt, le prix des denrées et marchandises aurait dû monter en raison d'un à vingt. Mais si, d'un autre

côté, le nombre des marchandises a augmenté comme un à deux, il faudra que le prix de ces marchandises et denrées ait haussé d'un côté en raison d'un à vingt et qu'il ait baissé en raison d'un à deux, et qu'il ne soit par conséquent qu'en raison d'un à dix » (L'Esprit des Lois, livre 22, chap. VIII).

Actuellement, il n'est pas, croyons-nous, d'économiste qualifié qui nie complètement l'influence d'un afflux de métaux précieux sur les prix. Mais, s'il en est ainsi pour les monnaies métalliques, à plus forte raison doit-il en être de même en cas d'augmentation des autres monnaies, billets de banque et chèques, qui sont plus fiduciaires que l'or et que l'argent. Sans doute, ici encore, l'on ne saurait prétendre comme l'ont bien montré des Professeurs éminents de cette Faculté, spécialement MM. Nogaro et Aftalion, que les courbes de hausse des choses et d'émission des billets et d'inscription en compte s'épousent exactement : mais l'on peut prétendre qu'elles ont une tendance de fond à se rapprocher. On peut tenir pour acquis, semble-t-il, que si la quantité des moyens de paiement s'accroît, toutes choses restant par ailleurs en l'état, les prix des choses montent ; mais c'est une question de savoir si les choses peuvent ainsi rester en l'état. Il nous semble que cela n'est pas possible. Il reste néanmoins que la multiplication des moyens monétaires, quels qu'ils soient, est un facteur de hausse des prix.

Mais n'y a-t-il pas de discrimination à faire entre les diverses monnaies et ne faut-il tenir compte que de la quantité ? C'était, semble-t-il, la façon de voir de Ricardo. Voici, en effet, ce qu'il écrit : « Quoique le papier monnaie n'ait pas de valeur intrinsèque, la limitation de sa quantité peut lui donner la même valeur d'échange qu'une monnaie métallique de la même dénomination. D'après le même principe, c'est-à-dire par une limitation de sa quantité, une monnaie usée peut circuler dans sa pleine valeur et non pas pour la valeur correspondant à la quantité réelle du métal qu'elle contient... Dans l'émission du papier-monnaie, il n'y a pas de question sur laquelle il faille insister davantage que sur les conséquences qui découlent en principe de la limitation de quantité... Il n'est pas nécessaire qu'un papier-monnaie soit remboursable en espèces pour assurer sa valeur. Il suffit que sa quantité soit réglée conformément à la valeur du métal qui sert d'étalon » (Principes d'économie politique, ch. XXVII, §§ 125 et 126).

Ricardo identifie donc le billet de banque, le papier-monnaie et la monnaie métallique, du moins dans une certaine mesure, car il ajoute : « L'expérience montre cependant que ni un Etat ni une Banque n'a jamais eu le pouvoir illimité d'émettre du papier-monnaie sans abuser de ce pouvoir : c'est pourquoi, dans tous les Etats, l'émission du papier-monnaie doit être soumise à

un certain contrôle et aucun contrôle ne pourrait aussi bien s'adapter que l'obligation pour les émetteurs du papier de rembourser leurs billets, soit en espèces, soit en lingots ».

Cette identification avec les réserves que l'on vient de voir est-elle aussi critiquable qu'on le prétend ? Certes, la monnaie métallique a une valeur en soi que le papier n'a pas : mais qu'importe si ce papier peut certainement et à tout instant être échangé contre des espèces ? Il est arrivé dans ce cas que le papier fasse prime sur l'argent et sur l'or. En 1937 même l'on a assisté quelque temps à la fuite devant l'or, goldscare et à l'appréciation de certaines devises.

La supériorité des monnaies métalliques n'apparaît que lorsqu'on redoute, à tort ou à raison, que la convertibilité des billets soit supprimée, et à plus forte raison, lorsqu'elle l'est. Alors, la valeur du papier a tendance à baisser, car la spéculation escompte ce qui va se passer, c'est-à-dire qu'il va être fait une émission immodérée de billets. Les prix des choses montent parce que le public se défait de ses billets et les investit en objets plus stables ou même les dépenses, préférant tirer parti, plutôt que de les voir fondre entre ses mains. En somme, à notre sens, tant qu'il est fait des billets de banque un usage correct, le prix des choses n'est pas influencé ou du moins, il ne l'est pas davantage que par un afflux de monnaies métalliques : mais dès qu'une possibilité

d'abus est en vue, la hausse des choses s'amplifie beaucoup plus que dans le cas où la même quantité de monnaies métalliques serait jetée dans la circulation. C'est qu'alors la valeur réelle de l'or ou de l'argent constitue un frein automatique au discrédit qui peut les frapper : considération qui ne peut pas jouer dans le cas de monnaies de papier. Ces monnaies n'ont de valeur certaine qu'aussi longtemps qu'elles peuvent sans l'ombre d'un doute, être transformées en espèces. En dehors de cette hypothèse, le public fuit devant elle et se précipite sur les objets qui peuvent jouer le rôle de conservateurs de valeur ou sur des objets de consommation ou de jouissance : ce qui fait que toutes choses montent d'une manière qui n'est pas mathématique, mais dépend des impressions du moment.

2) *Mais toute émission de monnaie n'est pas une égale cause d'inflation et de hausse des prix. A cet égard le billet de banque est plus redoutable que le chèque.*

Tout compte fait et en règle générale, l'on doit admettre, semble-t-il, que l'afflux des métaux précieux est, à quantité égale, une moindre cause d'augmentation du prix des choses qu'une émission de billets : mais la question principale qui se pose pour nous, c'est de savoir s'il faut faire une discrimination quant aux

effets sur les prix entre une multiplication, identique en quantité, de billets de banque et d'inscriptions en compte.

On soutient souvent la négative en s'appuyant sur l'argument suivant : que j'aie 10.000 francs dans ma poche ou 10.000 francs en compte dans une banque, mes possibilités d'achat sont les mêmes et par suite, mes possibilités d'action sur les prix. Mais à la réflexion, l'on peut douter que ces déductions soient bien péremptoires. Tout d'abord, si j'ai 10.000 francs dans ma poche, je serai peut-être plus tenté de les dépenser que si je les ai déposés en banque. On a dit non sans raison, que les comptes en banque jouaient pour les grandes personnes le même rôle que les tirelires pour les enfants. Ce sont des obstacles à la dépense.

Il est vrai que les Banques ne vont pas garder tous ces dépôts dans leurs caisses ; elles vont les employer. Mais alors que les particuliers sont assez portés à employer les billets qu'ils ont en poche à l'achat d'objets de consommation, les Banques prêtent davantage à la production : ce qui tend à provoquer une baisse des prix. C'est une observation souvent faite que la multiplication des monnaies accroît la production et tend ainsi à limiter la hausse des prix que cette multiplication devrait naturellement entraîner. « La cherté causée par l'augmentation des espèces, disait déjà Melon, est une cherté générale qui porte sur tout ce qui entre dans le commerce, denrées, marchandises, voitures, journées d'ou-

vriers... par le principe établi que l'argent est la commune mesure et qu'il n'y a pas plus de raison de changer cette mesure pour une denrée que pour une marchandise ou une voiture... La quantité d'or et d'argent portée en Europe depuis la découverte de l'Amérique aurait été capable de faire le même effet indépendamment du numéraire si la prodigieuse augmentation du commerce n'avait augmenté le besoin du gage des échanges proportionnellement à la quantité de pays devenus commerciaux » (in Harrin, Les doctrines monétaires et financières, en France du XVI^me siècle, au XVIII^me siècle, p. 242, Paris 1928).

Ces observations n'ont qu'une valeur relative ; mais il en est une autre qui, à notre sens, est fondamentale et que voici. Chaque jeudi, la Banque de France publie son bilan : l'Agence Havas et les journaux lui donnent une grande publicité. Or il y a un poste qui est surveillé par une multitude de personnes : c'est celui de l'émission des billets. Ces personnes ont tendance à régler d'après ce poste le maniement de leurs avoirs liquides et même investis à mesure que l'émission des billets s'accroît et que la couverture or baisse, le billet tombe dans le discrédit ; on fuit devant lui et on cherche d'autres placements. On a beau entourer la publication du bilan des considérations les plus rassurantes, rien n'y fait. On en arrive à n'avoir plus confiance que dans l'or.

C'est alors qu'apparaît la vérité de bon sens rappe-

lée par M. Charles Rist, que le papier-monnaie inconvertible est un simple « ersatz » (et un très mauvais « ersatz ») de la monnaie d'or... « L'or et le papier sont deux monnaies différentes n'ayant pas les mêmes emplois et n'étant par conséquent pas demandées de la même manière. Pour ne parler que de la différence essentielle : tandis que toute quantité d'or offerte à chaque moment trouve une demande équivalente sur les marchés du monde entier, le papier-monnaie non seulement n'est pas toujours demandé, mais on cherche souvent à s'en débarrasser » (Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie, p. 136, Paris, Sirey 1938).

C'est le cas actuellement où les demandeurs d'or consentent même à payer des primes assez élevées. Et ce n'est pas seulement l'or qui monte, mais toutes les choses, le public précipitant ses achats, dans la crainte de hausses nouvelles. Il est vrai qu'il retarde aussi ses paiements, espérant s'acquitter à meilleur compte et de ce fait les possibilités d'achat des créanciers se trouvent réduites. Mais les mêmes personnes ne sont généralement pas uniquement créancières ni uniquement débitrices : de telle sorte qu'un certain équilibre s'établit.

C'est un fait d'expérience qu'à mesure que le bilan de la Banque de France révèle un accroissement du poste : billets en circulation. Les prix des choses montent si surtout la proportion de la couverture or décroît en même temps. Le public est alerté de ce côté, alors qu'il

ne l'est pas du côté des inscriptions en compte. Il en ignore le montant et n'a pratiquement pas de moyens de le connaître. Sans doute, les grands établissements de crédit publient des états de situation mensuels : mais ces états sont assez difficiles à lire et il n'est pas fait autour d'eux la même publicité qu'autour du bilan de la Banque de France. Cette publicité fut-elle effective, elle serait forcément rassurante, car comment faire la discrimination entre les dépôts réels et les dépôts fictifs ?

Les inscriptions en compte peuvent, en effet, provenir de diverses sources : le public peut y apporter ses disponibilités et à condition que l'organisation bancaire soit solide, la communauté y trouve son compte du fait même que les taux d'intérêt baissent. Mais les inscriptions en compte peuvent aussi provenir du fait que les banques ouvrent des crédits à découvert à leur clientèle. Dans de certaines limites c'est leur rôle normal : mais des abus sont à craindre. « Que fait un banquier, écrit M. Charles Rist, quand il accorde un crédit en échange d'une traite par exemple ? Il permet à son client d'inscrire à son compte créditeur le montant de la somme prêtée et plus tard de tirer un chèque sur son compte, chèque qu'il peut remettre à un tiers, permettant à ce dernier d'en inscrire le montant à son compte dans une autre banque (ou dans la banque originaire). A l'actif, le portefeuille des banques prises dans leur ensemble s'accroît du nouvel effet de commerce ; au passif, les dépôts s'ac-

croissent du montant du prêt correspondant. Ainsi les crédits de banque créent des dépôts et les dépôts disponibles par chèques sont « du pouvoir d'achat » ou de « la monnaie ». En d'autres termes, les banques de dépôt sont aussi bien créatrices de monnaie que le sont les banques d'émission, car pour celles-ci aussi toute avance consentie par la banque aboutit à l'émission d'un billet et les billets sont de la monnaie. « Credits create deposits » (Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie, p. 197, Paris Sirey 1938). Sur ces dépôts provenant de crédits, les Banques sont tentées de faire d'autres crédits et l'on est ainsi dans un engrenage au bout duquel se trouvent la faillite des banques, la perte des dépôts réels et la crise.

Mais en attendant, ces inflations de dépôts dont la source est dans des crédits entraînent une hausse de toutes choses : hausse des valeurs de bourse, la spéculation se trouve facilitée, hausse des marchandises et denrées, les détenteurs les stockant en vue d'une élévation des prix de vente, hausse des devises étrangères peut-être, les propriétaires ne les rapatriant pas s'ils croient à la baisse de leur propre monnaie.

Depuis la guerre, tous ces phénomènes se sont produits à plusieurs reprises, mais particulièrement dans les années 1928 et 1929. L'on sait quelle en a été l'issue. C'est qu'en effet le crédit des banques n'est pas inépuisable, la marge normale est vite dépassée et alors il y a

un effondrement de tout, comme cela s'est produit spécialement en Amérique en 1929-1930. Ces créations de monnaie non gagées par les banques de dépôt ont le même effet, en principe, que ces émissions surabondantes de billets. Mais ces effets sont, semble-t-il, moins amples et plus momentanés ; moins amples, car ces créations de monnaie sont moins aperçues du grand public que les émissions de billets et dès lors les facteurs psychologiques, si importants en matière de monnaie, jouent moins : plus momentanés, car les banques de dépôts n'ont pas les reins aussi solides que les banques d'émission appuyées par les forces des Etats. L'inflation des inscriptions en compte est plus sommaire que l'inflation par émission de billets et elle aboutit plus vite à une catastrophe : mais au fond, elle est de même nature. Quels sont les enseignements qui se dégagent de cette étude ? C'est par cet exposé que nous terminerons.

CONCLUSION

L'enseignement essentiel nous paraît être que le chèque n'a pas dans la vie économique les vertus dont on se plaît à le parer. Ce n'est que l'instrument de service des comptes de dépôt. Ce qui importe, c'est de promouvoir le développement de ces comptes. Certes, il n'est pas sans intérêt que le législateur porte à la plus haute perfection possible le statut du chèque et c'est pourquoi l'on ne peut qu'approuver les décrets du 24 mai 1938 : décrets tendant à généraliser l'emploi de la monnaie scripturale. Il ne s'agit pas — et il ne pouvait pas s'agir — d'une réforme d'ensemble du statut du chèque tel qu'il résulte du décret-loi du 30 octobre 1935. Le décret-loi n'est, en effet, dans l'ensemble, que la reproduction de la convention élaborée à Genève en 1931 et cette convention « est parfaitement viable, comme l'écrit M. Jacques Bouteron, et peut soutenir avantageusement la comparaison avec certaines lois actuellement en vigueur » (Le statut international du chèque, p. 206, Paris 1934). Il ne peut donc pas être question

d'une véritable refonte dont le besoin ne se fait nullement sentir : les décrets-lois du 24 mai 1938 se bornent à amender certaines dispositions en vigueur. L'un des décrets abaisse de 75 à 50 centimes le montant du timbre sur les chèques. L'autre renforce les garanties déjà existantes et aggrave considérablement les pénalités frappant la falsification et l'émission du chèque sans provision. Il stipule en outre que l'enregistrement des pièces de procédure se fera en débet et surtout que le bénéficiaire d'un chèque demeuré impayé n'aura plus à recourir à deux actions distinctes, le tribunal correctionnel étant habilité à ordonner le paiement en même temps qu'il se prononcera sur les réparations dues et l'exécution du jugement sera pour le tout, assortie de la contrainte par corps.

Ce sont là d'utiles mesures fragmentaires : elles inciteront les créanciers à recevoir plus aisément les chèques en paiement : mais les résultats à attendre ne peuvent être que très modestes. Le véritable problème à résoudre est autre : il s'agit de modifier les habitudes invétérées des Français et de les amener à déposer leurs disponibilités dans les banques au lieu de les garder par devers eux. Peu d'efforts ont jusqu'ici porté sur ce point pourtant fondamental, mais difficile. Nous avons émis quelques suggestions : il faudrait tout d'abord amener la sécurité des dépôts : presque rien n'a été fait dans ce sens. « A l'heure actuelle, lit-on dans les Principes de

droit commercial de M. le Professeur Jean Escarra (t. VI, p. 29), l'Angleterre et la France sont, avec les Pays-Bas, les seuls grands pays où il n'existe pas de telles législations et où, malgré les divers projets déposés, et sous réserve de quelques dispositions concernant des opérations particulières, les banques restent à peu près libres ». Invoquera-t-on l'exemple de l'Angleterre pour ne rien entreprendre dans le sens de la protection des dépôts ? Peut-être cet exemple n'est-il pas très démonstratif, car l'éducation économique du peuple anglais est plus avancée que la nôtre, encore que depuis la guerre et les crises elle ait fait de sérieux progrès au contact de bien des avatars. Il faut ajouter qu'en Angleterre les banques ont l'avantage de jouir pleinement de la confiance d'une opinion publique qui se rend compte du rôle qu'elles jouent dans la vie économique, sait apprécier la façon dont elles remplissent leurs fonctions et, dans l'ensemble, est fière de son organisation bancaire... On s'explique ainsi que les banques anglaises réunissent d'énormes dépôts (2 milliards de livres, pour dix banques)... » (Principes de droit commercial, t. VI, Paris, Sirey 1936. p. 52). On pourrait faire des emprunts aux législations étrangères, spécialement à celles de la Belgique et de la Suisse.

D'autre part, les dépôts en banque sont surveillés par le fisc et même taxés. Un tel état de choses ne les favorise pas : mais comment y renoncer, alors que notre

système d'impôts est personnel et repose, en grosse partie, sur la déclaration des contribuables. Un des moyens de contrôle de cette déclaration, c'est précisément le droit de communication du fisc par rapport aux banques. Il est difficile de toucher à une des pièces de l'ensemble sans ébranler le reste et la France ne paraît pas être sur le chemin du retour à la réalité de l'impôt et aux signes purement extérieurs.

Il faut ajouter encore que les dévaluations successives que nous venons de subir ne créent pas un climat favorable à l'extension et au développement des comptes-courants et surtout des comptes de dépôt. Notons qu'ici la pratique du public est assez illogique : il continue de thésauriser en billets et il ne laisse à ses comptes en banque que le strict nécessaire. Or les billets fondent aussi bien que les comptes lors des dévaluations. Mais le public estime sans doute que les comptes en banque cumulent tous les inconvénients : risques de perte, risques fiscaux, risques d'abaissement du pouvoir d'achat. Peut-être aussi la thésaurisation en billets est-elle surtout le fait de couches sociales qui n'ont guère de rapports avec les banques.

Actuellement en France, les conditions d'ambiance nécessaires à la diffusion des comptes en banque n'existent donc à aucun degré et elles seraient difficiles à réaliser. Or sans la multiplication et la généralisation de ces comptes, le système des chèques ne peut pas fonc-

tionner avec toute l'efficacité dont il est susceptible. Pour qu'il se substitue aux billets de banques, il faut que, comme en Angleterre ou en Amérique, presque tout le monde ait un compte en banque. Alors seulement le système des virements et des compensations peut jouer à plein.

On pourrait en conséquence être tenté de dire que les gouvernements en se préoccupant d'abord d'amender la législation du chèque « mettent la charrue devant les bœufs ». Mais, d'une part, il est plus facile d'instituer un bon statut du chèque que de créer l'ambiance nécessaire à la généralisation des comptes de dépôt et de l'autre ce n'est pas inutile, car, si à un moment, les conditions de diffusion des comptes de dépôt se trouvent réunies, le public aura dans le chèque un bon instrument de virements et de compensations. En attendant, il fallait constater qu'en France actuellement les paiements se font surtout en billets, encore que les virements et les compensations soient déjà fort importants, grâce aux chèques postaux qui vont sans cesse se développant et aux Banques, spécialement à la Banque de France. Le 23 juillet 1938. le ministère des P.T.T. communiquait : le nombre des comptes-courants postaux en exercice au 1^{er} juillet 1938 était de 778.964, au cours du second trimestre de l'année, 12.116 comptes nouveaux ont été ouverts contre 9.696 pendant le même trimestre en 1937. Cette progression témoigne de la faveur croissante dont

le chèque postal jouit auprès du public. Le nombre et le montant des opérations continuent également à se développer indiquant ainsi que les facilités offertes par le service des comptes-courants et chèques postaux sont de plus en plus connus et appréciés de la clientèle. Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 35.367.044 opérations ont été inscrites au crédit et au débit des comptes pour un montant de 173.435 millions de francs. En 1937, il n'avait été enregistré, pendant le deuxième trimestre que 32 millions 904.109 opérations, s'élevant à 143.443 millions de francs.

L'augmentation du nombre des comptes permet aux titulaires de bénéficier dans une mesure toujours plus large pour les règlements entre eux des avantages du virement de compte qui évite les manipulations d'espèces avec les pertes de temps et les risques que des manipulations entraînent. Les opérations effectuées sans emploi de numéraire ont atteint pour ces trois derniers mois : 147, 759 millions de francs, soit 85,20 % du mouvement global des fonds.

Il est certain que les règlements en monnaies et en billets sont un mode moins perfectionné que les règlements par virements et compensations. Mais il faut se garder d'en exagérer les conséquences fâcheuses. Ce n'est pas parce qu'elle paie en chèques et non en billets que l'Angleterre a une supériorité économique sur la France. Chèques et billets ne sont que des procédés :

techniquement, le chèque est plus perfectionné, mais ils sont nés dans le même berceau et sont, au fond, des instruments de même nature : le billet est le pionnier du chèque. Ces instruments correspondent à des stades différents d'évolution économique.

Depuis 1865, s'est élevé en France un concert d'éloges du chèque qui s'est encore accentué depuis la guerre. De la part des milieux gouvernementaux, ces éloges sont souvent intéressés. Il s'agit de pousser le public à se servir du chèque de façon à permettre à l'Etat de demander des billets à la Banque, sans que le montant de l'émission ne s'accroisse dans des proportions qui mettraient en péril la stabilité de la monnaie.

Peu de voix dissidentes se sont fait entendre depuis 1865. Notons seulement que lors de l'élaboration de la loi initiale du chèque, le comte de Germiny, rapporteur au Sénat, fut quelque peu réticent. « Le chèque jouerait-il en France le rôle important qu'il a en Angleterre ? En le souhaitant sincèrement, il nous semble utile de remarquer pourquoi ce peut-être une question. Il faut tenir compte des habitudes commerciales des deux nations, de la différence de richesse métallique des deux pays ; il faut se souvenir, par exemple, que la France possède pour 5 à 6 milliards de numéraire et qu'elle tient à conserver ce trésor avec sollicitude. Si elle pouvait penser que le chèque serait un moyen de substituer une valeur en papier au numéraire, elle ne l'accepterait

qu'avec une extrême réserve : elle aurait le sentiment que cet instrument de paiement et de compensation qui est moins nécessaire qu'à l'Angleterre, qui passe pour n'avoir que 1 milliard 500 millions de métaux précieux » (Monit. 10 juin 1865, p. 772).

Actuellement les paiements ne se font plus en France en espèces sonnantes et trébuchantes : ils se font en billets inconvertibles et la question est de les amener à se faire en chèques. Car l'on croit que le chèque n'est pas comme le billet, un facteur de hausse des prix. Nous avons essayé de montrer que c'était là une illusion au moins partiellement. Les inscriptions en comptes pouvant être un moyen d'inflation comme les billets, mais peut-être à un degré moindre, car il est plus difficile d'en déceler les excès ou les abus que de constater que la circulation des billets dépasse 100 milliards.

Une comparaison vient ici à l'esprit : les impôts indirects se sentent moins que les impôts directs ; peut-on en conclure qu'ils pèsent moins lourdement sur les contribuables et qu'ils font moins monter le coût des choses ? En soi, les crédits en banque sont susceptibles d'influer sur les prix tout autant que les billets : mais en fait, ils influent moins, semble-t-il, parce que le grand public n'a d'yeux que pour le poste : circulation de billets.

En un certain sens, l'émission excessive de billets est peut-être moins dangereuse que l'inflation de crédits ; car elle peut provoquer dans le pays un mouvement en car elle peut provoquer dans le pays un mouvement

en faveur des économies et des sacrifices nécessaires à l'apurement de la situation financière. C'est une espérance sur laquelle il est agréable de conclure encore qu'elle puisse paraître optimiste après l'expérience de 1935.

Vu et permis d'imprimer,
le Recteur de l'Académie de Paris :
ROUSSY.

Vu, le Doyen :
RIPERT.

Vu, le Président :
PERCEROU.

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDIN. — La monnaie et la formation des prix.
- BOUTERON (Jacques). — Le chèque. Théorie et pratique. — Paris 1924.
- Le statut international du chèque. — Paris 1934.
- La jurisprudence du chèque. — Paris Sirey 1937.
- DLSCHAMPS (Léon). — Le nouveau statut de la lettre de change, du billet à ordre et du chèque. — Paris 1936.
- ESCARRA (Jean). — Principes de droit commercial. — Paris Sirey 1936.
- HAMEL (Joseph). — Banques et opérations de banque. — Paris 1933.
- Le nouveau régime du chèque en France. — Paris 1933.
- Lettre de change et billet à ordre. — Paris 1937.
- NOGARO. — La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains. — Paris 1935.
- RIST (Charles). — Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours. — Paris, Sirey 1938.
- S.D.N. — Rapport du Comité des Experts. — Président : M. PERCEROU, 234, 83, 1929, II, p. 6.

— Convention portant loi uniforme sur les chèques (avec protocole et annexes), C. 294 M 137; 1931, 11. B. p. 18 à 1177. — Rapporteurs : MM. PERCEROU (France) et EKEBERG (Suède).

THALLER et PERCEROU. — Traité élémentaire de Droit commercial 1931 mis à jour par M. PERCEROU en 1936.

PERCEROU et BOUTERON. — La nouvelle législation française et internationale de la lettre de change, du billet à ordre et du chèque, avec un exposé sommaire des principales législations étrangères.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

Rappel sommaire du décret-loi du 30 octobre 1935 ; texte fondamental de la législation du chèque	7
Ses caractères : il est complet, bien ordonné et ne fait que reproduire la loi uniforme élaborée à la Conférence de Genève de 1931	9
Deux décrets du 24 mai 1938 y apportent des amende- ments. Ils seront l'objet de cette étude du point de vue juridique et économique	12

CHAPITRE I

Les décrets-lois du 24 mai 1938

Ces décrets sont au nombre de deux : l'un sur le timbre,
l'autre sur des modifications à la législation anté-
rieure : d'où deux paragraphes.

SECTION I. — <i>Le décret sur le timbre</i>	13
a) La teneur du décret	14
b) Le commentaire du décret dans le Rapport au Pré- sident de la République	14
c) L'étude de ce décret en fonction de la législation antérieure	15

d) L'examen des dispositions essentielles de ce décret, soit en ce qui concerne les chèques tirés de France sur la France, soit en ce qui concerne les chèques émis à l'étranger et payables en France ou transitant en France	21
SECTION II. — <i>Le décret modifiant le droit de chèque</i>	31
a) La teneur de ce décret	31
b) Dispositions d'importance secondaire (modifications aux articles 3, 38, 64 et 67, en partie)	36
c) Dispositions fondamentales	43
1) Prescription de l'action du porteur contre le tiré.	43
2) Le tirage pour comptes	46
3) Efficacité de la constitution de partie civile	52
4) Aggravation des pénalités	59

CHAPITRE II

Les décrets-lois du 24 mai 1938 envisagés au point de vue de leurs conséquences économiques

SECTION I. — <i>De l'influence d'une bonne législation sur la diffusion du chèque</i>	71
a) Les modes de paiement en Angleterre et en France.	71
b) Les raisons de la disproportion des comptes en banque en Angleterre et en France	77
1) Sûreté insuffisante des dépôts	78
2) Méfiance du fisc	84
3) Instabilité de la monnaie	85
c) Inefficacité des décrets-lois du 24 mai 1938 à ces divers points de vue	86
SECTION II. — <i>Comparaison d'une circulation de monnaies métalliques et de billets de banque et d'une circulation de chèques avec virements et compensations au point de vue de l'inflation et de ses effets</i>	86

a) L'intérêt particulier	87
b) L'intérêt de la communauté	88
1) Toute monnaie est une cause d'inflation et de hausse de prix	90
2) Mais toute monnaie n'est pas une égale cause d'inflation et de hausse des prix. Le billet de banque est la plus dangereuse	101
CONCLUSION	109
Le chèque n'est que l'instrument de service des comptes de dépôts : il n'a pas toutes les vertus dont se plaisent à le parer les gouvernements et la presse : mais tech- niquement, il est supérieur au billet de banque.	
BIBLIOGRAPHIE	119
